

TÊTE-À-TÊTE
Isabelle Tilmant

REPORTAGE
Le VIH en souvenir ?

HISTOIRE
Harriet Tubman

MARS-AVRIL 2009



Gazette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

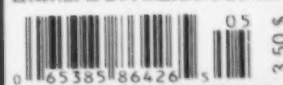
DES FEMMES



DÉSÉQUILIBRE MUNICIPAL

Des élues à la rescousse

RP - N° de diffusion : 0000112 - Prix de vente : 3,50 \$
K100 (ou Laval) - Saint-Laurent (Québec) H4S 1A3
Mars-Avril 2009 Vol. 30, n° 5 - COMITÉ DE STATUT DE LA FEMME



3,50 \$



RUBRIQUES

DOSSIER

DÉSÉQUILIBRE MUNICIPAL

Des élues à la rescousse

Portraits

Quatre femmes, mairesses ou conseillères, qui font figure de modèles pour celles qui hésitent encore à faire le grand saut.

14 Yolette Levy : D'Hart à l'Abitibi

16 Lise Pelletier : L'écoute, une richesse naturelle

18 Francine Ruest-Jutras : Le feu brûle encore

20 Corina Bastiani : Coup de jeune au conseil

Susciter le goût du pouvoir

Élaine Hémond et Geneviève Hamelin, du Centre de développement femmes et gouvernance, nous ouvrent leur coffre à outils destiné à encourager les femmes à se lancer en politique.

Quand le voyage tourne mal

Perspective CSF

Être ou ne pas être mère ?

Tenter sa chance de survie

Sur la route de la liberté



RUBRIQUES

DOSSIER DÉSÉQUILIBRE MUNICIPAL

Des élues à la rescousse

13

14

Portraits

14 Yolette Levy :

16 Lise Pelletier :

18 Francine Ruest-Jutras :

20 Corina Bastiani :

22

Susciter le goût du pouvoir

9

Quand le voyage tourne mal

Voyager seule à l'étranger implique des risques. Afin de parer aux éventuelles agressions sexuelles, une trousse de médicaments d'urgence, notamment contre le VIH, serait-elle indiquée pour les aventurières ?

25

Perspective CSF

En prévision des élections municipales de novembre, un contingent d'actions concrètes a été déployé pour faire progresser la représentation des femmes au sein des instances.

30

Être ou ne pas être mère ?

Doit-on avoir des enfants pour être vraiment femme ? La psychothérapeute Isabelle Tilmant s'est penchée sur ce sujet délicat. Entretien avec Pascale Navarro.

33

Tenter sa chance de survie

Chaque année, des milliers de femmes fuient la misère de leur pays natal pour migrer vers l'Afrique du Sud. Dans l'attente d'un statut régularisé, ces survivantes vivent un dangereux périple.

36

Sur la route de la liberté

Esclave évadée devenue abolitionniste, Harriet Tubman a participé à la lutte contre l'esclavage et le racisme le long de l'Underground Railroad. Portrait d'une héroïne.

3 MOT DE LA PRÉSIDENTE

4 BOÎTE AUX LETTRES

5 NOUVELLES

38 BOUQUINS

40 7^e ART

42 MARIE A UN JE NE SAIS QUOI



INVESTISSONS LES LIEUX DE POUVOIR

Comment se fait-il qu'au mois de mars 2009, on en soit encore à ergoter sur la présence des femmes en politique? On se réjouit qu'aux dernières élections, il y ait eu une augmentation de cinq femmes à l'Assemblée nationale. Les femmes sont maintenant 37... sur 125. On a au moins la parité au Conseil des ministres, même si cela a fait grincer des dents parce qu'il n'y a pas 50 % de femmes députées! Comme si la représentation au Conseil des ministres devait être proportionnelle. Le premier ministre a déclaré que ces femmes ont été choisies pour leur compétence. Remarquez qu'il n'a pas déclaré la même chose pour l'autre moitié du Conseil des ministres.

Il y aura élections municipales dans quelques mois; la *Gazette des femmes* a décidé d'en faire un numéro spécial. En politique municipale, le défi est encore plus grand. Après les élections de 2005, le Québec s'est retrouvé avec 13,1 % de mairesses et 26,6 % de conseillères. Cette année, nous avons peut-être l'occasion de renverser la vapeur (on peut toujours rêver). La participation des femmes dans les conseils municipaux est un enjeu important pour l'égalité. Si nous ne sommes pas dans les lieux de décision, d'autres s'en chargent!

Mais comment se fait-il que les femmes soient à ce point absentes des lieux de décision au Québec? Cela fait presque 70 ans que l'on a eu le droit de vote; à ce rythme-là, on devra attendre en 2050 pour avoir la parité dans les instances.

Curieusement, on constate que les femmes sont plus scolarisées et plus diplômées que les hommes*. Donc, *exit* la question de la compétence ou des connaissances. Ainsi, en 2003, 60 %

Cela fait presque 70 ans que l'on a eu le droit de vote; à ce rythme-là, on devra attendre en 2050 pour avoir la parité dans les instances.

des diplômés du collégial et de l'université étaient des femmes. Sauf que l'on constate aussi que depuis 1981, les domaines d'emploi des femmes n'ont pas bougé. Elles se retrouvent toujours dans des emplois traditionnellement féminins qui sont, par essence, moins rémunérés.

En 2001 comme en 1981, les femmes occupaient 98 % des postes de secrétaire alors que les hommes occupaient 99 % des emplois de mécanicien! Elles étaient toujours en majorité dans les secteurs des services et des soins alors que les hommes fuyaient ces domaines moins payants et considérés comme regroupant des métiers de femmes. Cela explique en partie pourquoi, dans toutes les catégories d'âge, les femmes sont plus pauvres que les hommes. On ne saurait exclure le poids de la maternité et la charge des enfants, qui

reviennent toujours malheureusement sur les épaules de la mère.

Nous croyons que les stéréotypes et la division des rôles sociaux sont à la base de la non-diversification des choix de carrière des femmes et de leur pauvreté plus importante. Est-ce que les stéréotypes et la division traditionnelle du travail entre les femmes et les hommes ne seraient pas aussi l'explication de l'absence des femmes dans les lieux de décision? En attendant qu'il y ait des mesures d'action positives pour favoriser la parité et l'égalité entre les sexes dans tous les lieux de pouvoir, allons aider des femmes à se faire élire mairesses ou conseillères en novembre prochain.

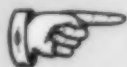
Film à voir

En page 40, une entrevue signée Helen Faradji avec Denis Villeneuve, le réalisateur du film *Polytechnique*. Je ne souhaite pas faire une critique du film, mais émettre un commentaire en tant que féministe. Je crois qu'il faut aller voir ce film; c'est un devoir de mémoire. C'est aussi, 20 ans après ce massacre, l'occasion de se remémorer ces 14 femmes, faire le point sur l'impact qu'il a eu sur chacune de nous personnellement et réfléchir aussi à son influence sur l'accès ou le recul de l'égalité.

Bon 8 mars!

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme

* Selon le document *D'égale à égal? Un portrait statistique des femmes et des hommes* (ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec), en 2004-2005, la probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire, du collégial, ou un baccalauréat à l'université se révélait beaucoup plus élevée pour une femme que pour un homme (comme en 1995-1996).



Faites-nous parvenir vos commentaires!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

• gazette@csf.gouv.qc.ca

• *Gazette des femmes*
Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2



Vaccin féminin pour porteurs mixtes

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur le Gardasil intitulé *Un automne piquant* (nov.-déc. 2008). En tant que gynécologue-obstétricienne, je partage entièrement la position de M^{me} Lippman dans ce dossier [ndlr : Abby Lippman est épidémiologiste à l'Université McGill]. Mais il reste un point majeur sur lequel vous n'avez pas assez insisté, à mon avis : le rôle des garçons dans la transmission du virus du papillome humain (VPH). Fait-on actuellement une recherche systématique du porteur masculin lorsque l'on détecte une infection au VPH chez une femme? Ces hommes sont-ils examinés et traités? Bien sûr, c'est une solution facile, quoique très coûteuse, de vacciner les filles pour

qu'elles se fassent réinfecter dans 10 ou 15 ans, ou peut-être avant. Quand on parle de femmes libérées, il faut se poser quelques questions.

Suzanne Lemire,
gynécologue-obstétricienne retraitée



Diagnostic à partager

J'ai beaucoup aimé votre magnifique numéro de janvier-février, *L'infirmière inconnue. Du dévouement à l'épuisement*. Auriez-vous l'obligeance d'en faire parvenir un exemplaire à notre ministre de la Santé, le D^r Yves Bolduc, avec un signet marquant la page de l'entrevue avec l'infirmière Louise Gareau? En lisant son diagnostic à elle, il comprendrait que le système de santé ne

peut fonctionner comme une usine Toyota : au rendement. Les fonctionnaires du ministère de la Santé sont des gens qui décident dans leur bureau et ne semblent pas connaître ce qui se passe sur le terrain. Peut-être devraient-ils être un peu plus à l'écoute des intervenants. C'est un peu comme à la guerre, quand les généraux ne savent pas ce qui se passe au front parce qu'ils sont loin derrière...

Louise Boucher

Errata

Dans le texte *À la recherche du sens perdu* du numéro de janvier-février 2009 (p. 22), une erreur s'est glissée concernant le nom de la présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières/infirmiers, Linda Silas (et non Salis). À la page 19 du même numéro, il est écrit que l'infirmière Louise Gareau est âgée de 76 ans, alors qu'elle n'a que 68 ans. Enfin, dans le numéro de novembre-décembre 2008, il est indiqué en page 27 qu'Isabelle Blais est l'auteure de l'ouvrage *Ouvrir la voie/x*, mais il s'agit en fait d'Isabelle Boisclair. Toutes nos excuses.

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme. LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **Rédactrice en chef par interim**
Béatrice Farand
- **Rédactrice en chef adjointe**
Nathalie Bissonnette
- **Rédactrices-révisseuses**
Judith Langevin et Sophie Marcotte
- **Correctrices d'épreuves**
Sophie Marcotte et Annie Paré
- **Réalisation graphique**
Jean-Laurence Jolbert

• **Photographies en couverture**
www.imager-photo.com

• **Impression**
Offset Beauce

• **Marketing et publicité**
Gaetano Lafrenière, tél. : 418 643-4326
ou 1 800 463-2851

• **Ventes publicitaires**
Sabrina Vincent-Guilmain
TSO Communication
Tél. et téléc. : 514 842-0303
Sans frais : 1 866 377-0303

• **Courriel**
gazette@csf.gouv.qc.ca

• **Site Internet**
www.gazettedesfemmes.com

• **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux**

Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand, Saint-Laurent
(Québec) H4R 2A3
Tél. : 1 800 665-5372
Téléc. : 514 333-9795

• **Courriel abonnements**
gazettedesfemmes@quebecorworld.com

• **Distribution**
Messageries de Presse Benjamin
101, rue Henry-Bessmer
Bois-des-Filion (Québec) J6Z 4S9
Tél. : 450 621-8167

© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Prix régulier : 3,50 \$ en kiosque

Poste-publications — N° de convention : 40069512

Conseil du statut
de la femme

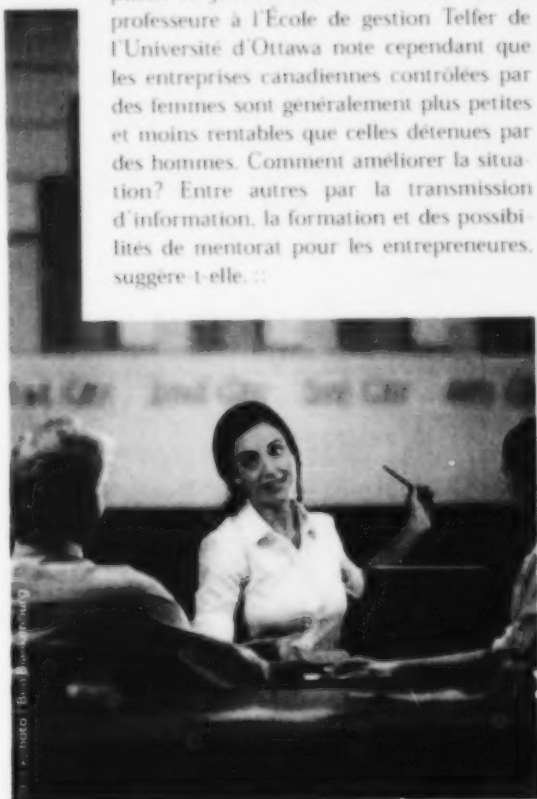
Québec



Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2009
ISSN : 0704-4550

Entreprenantes, ces Canadiennes!

Le Canada est parmi les pays développés où la proportion de femmes entrepreneures est la plus importante, rapporte la professeure Barbara Orser, citant *The Global Entrepreneurship Monitor*. Dans un article publié en janvier dans le *National Post*, la professeure à l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa note cependant que les entreprises canadiennes contrôlées par des femmes sont généralement plus petites et moins rentables que celles détenues par des hommes. Comment améliorer la situation? Entre autres par la transmission d'information, la formation et des possibilités de mentorat pour les entrepreneures, suggère-t-elle. ::



PREMIÈRE CHEF OFFICIELLE

Pauline Marois est devenue en décembre la première femme à occuper le poste de chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec à la suite d'élections générales. Auparavant, deux femmes avaient assumé cette fonction par intérim : la libérale Monique Gagnon-Tremblay, du 13 mai au 28 octobre 1998, et la péquiste Louise Harel, du 6 juin 2005 au 21 août 2006. Lors des élections du 8 décembre dernier, 37 femmes ont été élues (29,6 %), soit cinq de plus qu'en 2007, mais une de moins qu'en 2003. Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a de nouveau attribué la moitié des fauteuils ministériels à des femmes, tandis qu'à Ottawa, la proportion de femmes ministres est de 28,9 % ::



Nunavik : alerte au VPH

Les infections au virus du papillome humain (VPH), dont certains types peuvent causer le cancer du col de l'utérus, touchent particulièrement les femmes du Nunavik, dans le nord du Québec, selon une étude publiée en novembre dans la revue scientifique *Cancer Epidemiology Biomarkers & Prevention*. Les données colligées par des chercheurs de l'Université McGill et de l'Université de Montréal laissent croire que la prévalence des infections au VPH est deux fois plus importante chez les femmes du Nunavik que dans l'ensemble de la population féminine canadienne, et près de trois fois plus élevée chez celles qui ont moins de 20 ans. Parmi les Inuites qui ont participé à l'étude, 28,9 % avaient une infection au VPH, et 20,4 % avaient un type d'infection risquant particulièrement de provoquer un cancer. Les chercheurs estiment que les résultats de leur étude pourront être utiles pour le dépistage du cancer du col de l'utérus et le développement de programmes de vaccination contre le VPH. ::

VIOLENCES ANALYSES FÉMINISTES DE NOUVEAUX ENJEUX

UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC, DU 31 MAI AU 1^{er} JUIN 2009

Pour sa septième édition,
**L'UNIVERSITÉ
FÉMINISTE D'ÉTÉ**
vous convie à une semaine intensive
d'échanges et de débats sur diverses
formes contemporaines de violence
en compagnie d'une brochette de
conférencières et de conférenciers
dynamiques œuvrant dans divers
milieux et disciplines.

Aucun préalable

Reconnaissance officielle sous forme
d'unités de formation continue ou
de crédits de 1^{er} ou 2^e cycle

Tarif réduit pour étudiantes,
étudiants et membres de groupes
de femmes

TARIFS, FORMULAIRE ET MODALITÉS
[www.fss.ulaval.ca/
universitefeministedete](http://www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete)

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
Université féministe d'été
Pavillon Charles-De Koninck
Bureau 1475J • Université Laval
Québec (Québec) • G1K 7P4
418 656-2131, poste 8930

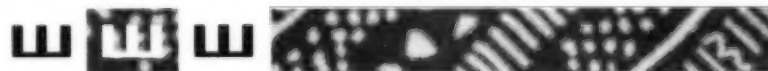
L'Université féministe d'été permet
d'obtenir des crédits pour le DESS
en études féministes. Voir
www.ulaval.ca/sg/PR/C2/530A.html



ÇA MONTE, ÇA DESCEND...

Le nombre de femmes inscrites dans les programmes de sciences pures, de sciences appliquées et de génie des universités québécoises a diminué de 15,6 % entre 1999 et 2007, selon les données mentionnées dans un recueil de la Chaire CRSNG-Industrielle Alliance pour les femmes en sciences et génie au Québec, paru en octobre. Brossant un aperçu de l'histoire des femmes en sciences et en génie au Québec, les auteures Nadia Ghazzali, titulaire de la Chaire, et Mélanie

Notre lien



www.museedelafemme.com

Muso Kunda (qui signifie « du côté des femmes ») est un musée consacré à la femme malienne. Fondé par l'historienne Adame Ba Konaré, il « est l'aboutissement d'un long processus de réflexion et d'actions mûries sur les sentiers de la lutte contre les discriminations par le sexe ». À défaut de se rendre à Bamako pour le visiter, les internautes peuvent télécharger des publications sur son site Internet, ainsi que regarder des photos de tenues d'apparat de différentes ethnies du Mali, d'objets traditionnels, de colliers portés par des femmes qui viennent d'accoucher, de masques et de statuettes représentant l'univers des Maliennes... Dépaysement garanti. ::



Une exclusion jugée discriminatoire

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse juge discriminatoire que des milliers d'aides domestiques et de gardiennes^{*} soient exclues de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP). Dans un avis rendu public en décembre, elle affirme que les aides domestiques et les gardiennes, en grande majorité des femmes, sont victimes de discrimination fondée sur le sexe, la condition sociale et l'origine ethnique ou la race. Elle recommande au gouvernement du Québec de modifier la LATMP afin que « les travailleurs domestiques et les gardiennes puissent profiter des mêmes bénéfices que tous les autres travailleurs », ::

^{*} personnes qui gardent un enfant, un handicapé, une personne handicapée ou un aîné, et qui ne sont pas liées à la personne qu'elles aident.

Lanouette notent néanmoins une progression de la place des femmes dans ces domaines. Par exemple, elles représentaient 10,5 % des membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec en 2004, comparativement à 1,7 % en 1982. Du côté des sciences de la santé, de 1999 à 2007, le nombre d'étudiantes a bondi de 55,3 % ::

Entre guillemets

Difficiles à embobiner

« Les femmes vont au cinéma, massivement. Qu'elles soient difficiles à cerner ou à embobiner par les boss des studios est tout à leur honneur. »

Martin Bilodeau, chroniqueur cinéma au Devoir, qui écrit que les femmes vont surtout au cinéma « quand ça leur chante, pas quand la pub les y pousse ».

La courtoisie, ça varie

« Par galanterie, les hommes laissent leur place aux femmes, soit. Mais quand il s'agit de nous laisser leur siège à l'Assemblée nationale, alors là ils ne se bougent pas. »

Benoîte Groult, écrivaine et féministe française, dans une entrevue au journal Voir.

Électeurs en attente

« Fait à noter, l'électorat ne discrimine pas les candidatures féminines. C'est même plutôt le contraire d'après les résultats des élections antérieures. Le problème est davantage que l'on ne lui donne pas suffisamment l'occasion d'élire des femmes. »

Louise Paquet, chargée de cours à l'École de travail social de l'UQAM et consultante sur la participation citoyenne et politique des femmes, dans un texte publié dans Le Devoir lors de la dernière campagne électorale québécoise.

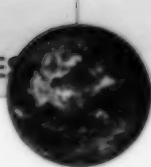
LE CHIFFRE :

150%



Remplacer une professionnelle insatisfaite de sa rémunération et de son avancement coûte 150 % de son salaire annuel, selon Linda Babcock, professeure d'économie à l'Université Carnegie Mellon, et Sara Laschever, ex-intervieweuse principale pour Project Access, une étude de l'Université Harvard sur les obstacles empêchant les femmes de mener des carrières scientifiques. Pour arriver à ce chiffre, les auteures du livre *Women Don't Ask: Negotiation and the Gender Divide* ont tenu compte des coûts liés à la sélection et à l'embauche, de la perte d'occasions professionnelles pour le personnel chargé du recrutement et de la baisse de productivité jusqu'à ce que le nouvel employé soit autonome.

À la lumière de leurs recherches et de plusieurs autres, M^{mes} Babcock et Laschever affirment que les femmes ont moins tendance que les hommes à négocier pour faire valoir leurs intérêts, par exemple pour obtenir un salaire plus élevé ou pour prendre part à des projets importants. Dans un article publié dans le journal *Les Affaires*, elles ajoutent que si des professionnelles constatent que leurs collègues masculins se font confier des dossiers plus intéressants et sont mieux rémunérés, elles risquent de quitter leur emploi. Des coûts importants pour l'entreprise... ::



Pas facile pour les Espagnoles

Bracelet électronique pour surveiller les déplacements des hommes violents devant rester loin de leur conjointe, numéro de téléphone gratuit d'aide aux victimes de violence ou aux hommes souhaitant « canaliser leur agressivité ». Même si elle a multiplié les initiatives pour lutter contre ce fléau, l'Espagne peine à contrer la violence conjugale. Si les dernières enquêtes du gouvernement s'avèrent justes, quelque 77 femmes auraient été assassinées par leur mari en 2008, contre 71 en 2007 et 68 en 2006.

TOUJOURS SOUS-REPRÉSENTÉES

Même si elles ont pratiquement autant accès à l'éducation et aux soins de santé que les hommes, les femmes demeurent très minoritaires dans le monde politique et aux postes de décision, révèle le rapport 2008 du Forum économique mondial. L'ONG basée à Genève, qui appuie notamment ses conclusions sur des données récoltées par les Nations Unies dans 130 pays, précise que les pays scandinaves sont ceux qui ont le plus réduit l'écart entre les sexes, alors que l'Arabie Saoudite, le Tchad et le Yémen arrivent en queue de classement. Et le Canada ? Il perd 13 places pour se retrouver en 31^e position, non loin derrière les États-Unis qui n'obtiennent guère mieux qu'un 27^e rang.

L'Européenne de l'année



Elle aura causé bien des maux de tête aux politiciens malhonnêtes. Et c'est justement pour sa lutte acharnée contre la corruption au sein du gouvernement roumain que Monica Macovei a été nommée Femme de l'Europe 2008 par un jury composé de députés du Parlement européen et de journalistes. Cet honneur survient après que cette ancienne ministre de la Justice a été écartée du cabinet du premier ministre Călin Popescu-Tăriceanu, en 2007, au grand regret des institutions européennes.

En mode logique

Les femmes de 50 ans et plus seraient-elles en voie de devenir les nouvelles icônes de la mode ? Crise économique aidant, les créateurs de mode prennent conscience du paradoxe de faire défiler des jeunes filles pour présenter leurs vêtements, alors que ce sont des femmes plus âgées qui peuvent se les offrir. En effet, rares sont les adolescentes de 17 ans suffisamment nanties pour s'acheter une robe de haute couture à 2 000 \$. C'est pourquoi les marques de luxe font de plus en plus appel à des célébrités d'âge mûr, comme Madonna qui, à 50 ans, devient le nouveau visage de Louis Vuitton. Plusieurs fabricants de cosmétiques ont également choisi des sexagénaires comme égarées, telles Catherine Deneuve, Diane Keaton, Jane Fonda et Raquel Welch.



LOUIS VUITTON

Avortement à domicile

Avorter chez soi grâce à Internet ? C'est devenu possible. De plus en plus de femmes résidant dans des pays où l'avortement est interdit (les seuls visés pas le site) se tourneraient vers www.womenonweb.org pour interrompre une grossesse à la maison. Après avoir répondu à un questionnaire revêtu par un médecin, les intéressées peuvent recevoir des produits abortifs par la poste, moyennant une contribution volontaire de 100 \$. Un service de consultation en ligne les guide au fil du processus, mais en cas de pépin majeur, on leur conseille d'aller à l'hôpital et de prétexter la fausse couche, question d'éviter les poursuites.

LA PILULE AU PILORI

Toujours en croisade contre l'avortement et la contraception, le Vatican en remet. La dernière ? La pilule contraceptive a des « effets néfastes sur l'environnement » et est « responsable de l'infertilité chez les hommes », a écrit le président de la Fédération internationale des associations de médecins catholiques dans le journal du Vatican. Ses recherches auraient prouvé que les hormones contenues dans les anovulants, relâchées dans la nature par l'urine des femmes, causeraient un grand tort à l'environnement et à l'humanité.



QUAND LE VOYAGE TOURNE MAL

On en parle peu. Pourtant, chaque année, des voyageuses se font agresser sexuellement en terre étrangère... Devrait-on ajouter la pilule du lendemain à la trousse médicale des globe-trotteuses, mais surtout, des médicaments d'urgence contre le VIH?

| par Louise-Marie Lacombe

Difficile de connaître le nombre exact de voyageuses ayant vu leur séjour à l'étranger prendre une tournure cauchemardesque. Depuis 2004, le ministère des Affaires étrangères a dénombré 913 cas d'agressions commises envers des ressortissants canadiens, « toutes catégories confondues », incluant les nombreux vols à la tire. Or, il ne compile pas de statistiques précises concernant les agressions sexuelles. Certains viols peuvent aussi se faufiler facilement dans les statistiques d'assistance médicale lorsque, par exemple, la personne se contente de demander les coordonnées d'une clinique, sans mentionner au représentant consulaire qu'elle a été victime d'un crime.

Une enquête inédite menée auprès des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) du Québec a cependant révélé que, depuis les cinq dernières années, leurs intervenantes avaient entendu parler d'une cinquantaine de cas de ce genre. Dans la région de Montréal, certains centres d'aide évaluent ces victimes à 1 % de leur clientèle en se basant sur leur expérience de terrain. Rapporté à l'échelle canadienne, ce faible 1 % de victimes connues dans la région montréalaise

Les victimes d'agression sexuelle à l'étranger ne se trouvent pas toujours dans un pays où l'accès aux soins médicaux est facile et rapide.



Shutterstock - Larina Barakova

UNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE

Depuis le 1^{er} avril 2007, le Fonds d'aide aux victimes peut fournir une aide financière d'urgence aux ressortissants canadiens ayant subi un crime grave. Ce service s'applique dans cinq cas précis : homicide, agression sexuelle, voies de fait graves et infraction grave avec violence contre la personne, ou contre un enfant. L'aide est offerte aux individus qui vivent des difficultés inhabituelles et qui ne bénéficient d'aucune autre ressource financière.

Le Fonds d'aide aux victimes couvre entre autres certains frais de déplacement si la personne doit retourner sur les lieux afin d'assister au procès ou d'y témoigner. Il peut également servir à assurer la présence d'un proche dans les moments difficiles.

On peut présenter une demande en se procurant le formulaire sur le site Web du ministère de la Justice du Canada au <http://canada.justice.gc.ca/fr/ps/voc/funding.html>. La démarche implique d'avoir communiqué au préalable avec les services de police locaux ainsi qu'avec le personnel du consulat ou de l'ambassade canadienne du pays.

Depuis sa mise en place, ce service a reçu 32 demandes officielles. En décembre dernier, 22 dossiers étaient actifs.

équivaldrait à plusieurs centaines de femmes. De quoi augmenter sensiblement les chiffres du ministère des Affaires étrangères.

Or, dans leur dernière édition du *Guide d'information aux victimes d'agressions sexuelles*, les CALACS estiment que 90 % des agressions sexuelles ne sont jamais dénoncées. Qui plus est, le contexte de voyage (un environnement plus festif, la consommation de quelques cocktails, le port de vêtements plus légers ou d'un bikini, etc.) augmenterait le sentiment de culpabilité des femmes victimes, les incitant encore plus à garder le silence. Celles qui choisissent de vivre avec leur lourd secret ne figurent donc ni dans les données officielles, ni dans les carnets d'observation des intervenantes.

Subir une agression sexuelle est en soi extrêmement traumatisant. Mais la vivre en pays étranger empêche souvent les victimes d'avoir recours aux démarches qu'elles entameraient peut-être plus aisément au bercail. La barrière linguistique, la méconnaissance des services offerts, les différences de mentalité, l'isolement, la perception sociale parfois peu reluisante des femmes et le manque de ressources peuvent sérieusement alourdir le problème.

« On assiste ici à un phénomène d'évitement, explique Christiane Khouzam, psychologue spécialisée auprès de victimes d'agressions sexuelles à l'Hôtel-Dieu de Montréal. La victime en vient à associer le pays étranger à la menace potentielle. Elle pense qu'en quittant simplement les lieux, les symptômes post-traumatiques finiront par disparaître, ce qui est évidemment faux. Elle revient au Québec, et ce n'est souvent qu'à ce stade qu'elle ira chercher de l'aide pour la première fois, plutôt qu'au moment de l'agression. »

Bien que l'on conseille fortement aux victimes de contacter les autorités

policieres du pays, pour la majorité d'entre elles, les poursuites judiciaires demeurent une option peu envisageable. Rares sont celles qui possèdent l'énergie et, surtout, les ressources financières nécessaires à un long processus juridique dans le pays concerné. « Les poursuites d'un agresseur sont quasiment nulles lorsque l'agression s'est produite à l'étranger. La victime désire seulement revenir à la maison le plus rapidement possible. »

Médicaments à la rescousse ?

Les victimes d'agression sexuelle à l'étranger ne se trouvent pas toujours dans un pays où l'accès aux soins médicaux est facile et rapide. Et quand bien même une consultation serait possible, le résultat espéré, lui, n'est pas nécessairement au rendez-vous. « Tout dépend du pays où elles ont subi l'agression. Peu de pays savent quoi faire. De façon générale, celles qui dénoncent l'événement réclament des soins. Malheureusement, l'aide médicale est souvent restreinte et ces victimes n'auront généralement pas accès à la trithérapie. Ça rend le problème plus compliqué », renchérit M^{me} Khouzam.

Compliqué en effet, considérant les délais d'intervention requis. La pilule du lendemain visant à prévenir la grossesse doit être administrée au plus tard dans les 72 heures, à défaut de quoi la solution sera l'avortement. Pas de deuxième chance cependant en cas d'exposition au VIH, pour lequel la trithérapie préventive doit débuter le plus tôt possible (préféablement dans les deux heures suivant le risque d'infection) et dont les délais maximaux ne peuvent pas dépasser trois jours.

Il y a quelques années, le mouvement Viol Secours, de la région de Québec, a été confronté à un cas de ce genre, comme l'explique sa porte-parole Nicole Prévost : « Une de nos

clientes avait été agressée dans un pays d'Afrique. Nous avons été étonnées de constater qu'aucune trithérapie n'était disponible à l'ambassade du Canada. Lorsqu'on a demandé des explications à un employé de l'ambassade, il nous a répondu que cela ne relevait pas de leur responsabilité, mais qu'ils allaient faire leur possible pour offrir la médication à la dame. Elle a finalement dû être envoyée dans un hôpital français. »

Une recherche auprès de cliniques de voyage nous a permis de constater que la distribution de médicaments préventifs contre le sida – la trithérapie – est déjà instaurée chez quelques groupes, comme les travailleurs d'organismes humanitaires et les infirmières qui partent en mission à l'étranger. Cette précaution n'est pas seulement utile en cas d'agression sexuelle, mais également en cas de transfusion sanguine reçue dans un pays en voie de développement. Au Québec, il existe un programme de post-exposition aux liquides biologiques. Principalement destiné aux travailleurs, il fournit la vaccination ou la médication préventive aux personnes ayant eu un contact direct avec les fluides corporels d'une personne infectée. Depuis son instauration en 1996, aucun patient ayant bénéficié de la trithérapie préventive n'a contracté le VIH.

Il est important de savoir que le programme d'indemnisation aux victimes d'actes criminels (IVAC) ne verse aucune prestation à une Québécoise victime d'agression sexuelle en pays étranger, et ce, même si elle peut témoigner de l'événement par l'entremise d'un rapport de police ou d'une attestation médicale. La loi prévoit que pour recevoir ces prestations, le crime doit avoir été commis... en sol québécois. Dans ce cas, la victime a droit à 90 % de son salaire advenant un arrêt de travail, ainsi qu'au remboursement de 52 semaines de thérapie. Cependant, le gouvernement fédéral

peut venir en aide aux victimes au moyen du Fonds d'aide aux victimes (voir encadré p. 10).

Par ailleurs, on ne refusera jamais à une étrangère qui visite le Québec le droit aux services gratuits des CALACS si elle est agressée ici. Cette décision est le reflet d'une politique sociale humaniste et féministe dont nous devons être fiers.

Au Québec, depuis l'instauration du programme de post-exposition aux liquides biologiques en 1996, aucun patient ayant bénéficié de la trithérapie préventive n'a contracté le VIH.

Des pistes de solution

Jusqu'à présent, le débat entourant la protection des voyageuses s'est limité à des conseils de prévention : ne pas voyager seule, surveiller son verre dans une fête, éviter de se balader en compagnie d'un étranger et, bien sûr, rapporter l'agression le cas échéant. Conseils judicieux, certes, mais qui ne fonctionnent malheureusement pas toujours...

Que pourrait-on faire pour agir de manière plus efficace ? L'instauration d'une ligne téléphonique directe et sans frais reliée à un centre canadien bilingue d'aide aux victimes d'agressions sexuelles serait peut-être une avenue à considérer. En zones moins bien nanties, on pourrait aussi prévoir quelques doses d'urgence d'antirétroviraux

disponibles dans les ambassades canadiennes, pouvant être distribuées sous contrôle médical téléphonique.

Autre idée pour assurer la protection des femmes tout en évitant des coûts exorbitants : des trousses scellées de façon sécuritaire qui, lorsqu'elles n'ont pas été utilisées, pourraient être rapportées aux cliniques de voyage et redistribuées jusqu'à la date d'expiration des médicaments.

La question la plus délicate demeure toutefois de savoir si les voyageuses auraient besoin que l'on minimise d'emblée les risques par une distribution préventive de médicaments d'urgence. De concert avec les cliniques de voyage, les décideurs de la santé devraient-ils leur offrir la possibilité d'apporter avec elles la pilule du lendemain, de même que des antirétroviraux, comme on le fait actuellement pour certains antibiotiques ? Serait-ce une option appropriée pour les femmes qui voyagent seules ou dans des zones particulièrement affectées par le VIH-sida ?

« La question se pose... On ne l'a jamais vraiment soulevée, réfléchit tout haut Christiane Khouzam. Le nombre de femmes qui en auraient besoin peut être faible, mais une seule, c'est déjà une de trop. Et les risques pour la santé sont grands. Alors oui, la question se pose ! »

Les intervenants interrogés admettent que, jusqu'à présent, la problématique n'a presque jamais été évoquée, ni dans les congrès médicaux, ni dans les tables de concertation sur les agressions sexuelles. Peut-être serait-il temps de s'y attarder sérieusement. D'ici là, rien n'empêche les voyageuses d'être proactives et d'établir un franc dialogue avec leur médecin avant le départ, à propos des risques et des solutions à leur disposition. ::



Cette année, faites partie des élues!

L'engagement en politique est d'abord une question de conviction personnelle. C'est le désir de s'impliquer et d'améliorer le sort de sa communauté. C'est du moins ces principes qui m'ont poussée, il y a plus de 12 ans, à me présenter dans ma municipalité et ainsi devenir mairesse de Maria. Le domaine municipal est un foyer important de l'action publique, de la gouvernance locale et régionale. Le palier municipal est celui qui est le plus proche du citoyen, de son quotidien, de son milieu de vie. C'est le plus accessible et le plus concret aussi : c'est

notamment l'approvisionnement en eau potable, la vie culturelle et sociale, l'entretien des routes, le développement des parcs, des espaces verts et des loisirs. Il importe donc qu'un conseil municipal soit le reflet de l'ensemble de sa population et que la représentativité féminine en fasse partie intégrante.

C'est dans ce même souci que le conseil des ministres du gouvernement du Québec est paritaire depuis 2007, une première dans notre histoire. À l'échelle municipale, aujourd'hui encore, les femmes comptent pour moins du quart des élus.

Si vous voulez agir sur votre milieu, si vous songez à vous présenter, je vous dis : OSEZ ! Osez faire le pas en politique municipale et posez votre candidature lors des prochaines élections municipales qui auront lieu le 1^{er} novembre 2009. Pour avoir moi-même été mairesse, je peux vous affirmer que les décisions prises par les élus municipaux ont une influence directe et majeure sur nos communautés et sur la qualité de vie de nos concitoyennes et concitoyens.

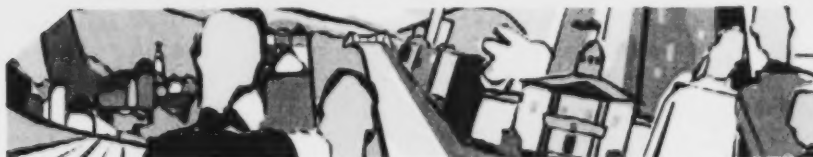
Je vous invite à consulter le site Web des élections municipales à l'adresse suivante : www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca. Vous y trouverez l'information dont vous avez besoin pour prendre une décision éclairée ou pour connaître les activités de formation ou de sensibilisation offertes dans votre région.

Bonne réflexion!

NATHALIE NORMANDEAU

Vice-première ministre

Ministre des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire



Québec 

DÉSÉQUILIBRE MUNICIPAL

Des élues à la rescousse

| par Béatrice Farand

● ● Encore en 2009, la politique reste un bastion masculin. Et c'est en politique municipale que l'écart est le plus visible. Lors des élections de 2005, les Québécoises et les Québécois ont élu 13,1 % de mairesses et 26,6 % de conseillères municipales. Côte représentation féminine, on repassera.

Pourquoi les femmes sont-elles moins présentes à ce palier du pouvoir? Qu'est-ce qui a convaincu les élues de se présenter comme mairesses ou conseillères, voire de devenir préfètes? Quels avantages trouvent-elles à représenter leurs concitoyennes et concitoyens? En prévision des élections municipales de novembre prochain, la *Gazette des femmes* a tenté de répondre à ces questions et à bien d'autres. Comment? En les posant à des femmes qui s'y connaissent en la matière. Quatre élues qui, comme les autres conseillères et mairesses du Québec, ouvrent la voie à une

plus grande représentativité féminine à l'échelle municipale. Des femmes qui, tout en faisant la différence dans notre quotidien, sont des modèles pour celles qui hésitent encore à faire le saut. De Fermont à Val-d'Or, en passant par Drummondville et Sorel-Tracy, nous vous invitons donc à faire connaissance avec Lise Pelletier, Yolette Levy, Francine Ruest-Jutras et Corina Bastiani, qui conjuguent toutes avec brio exercice du pouvoir et passion.

Et bonne nouvelle pour celles qui seraient tentées par l'aventure : le soutien et l'information ne manquent pas pour encourager les femmes à se présenter en politique et pour les appuyer dans leur démarche. Élane Hémond et Geneviève Hamelin, du Centre de développement femmes et gouvernance, mettent à leur disposition divers outils, dont des sessions de formation à l'École Femmes et démocratie. ::

D'Haïti à l'Abitibi

Il y a 40 ans, l'enseignante haïtienne Yolette Levy débarquait à Val-d'Or, sans se douter qu'elle demeurerait aussi longtemps dans cette ville du Nord-Ouest québécois... et qu'elle finirait par siéger à son conseil municipal!

| Propos recueillis par Annie Mathieu

● **G** **azette des femmes :** Comment une Haïtienne a-t-elle pu atterrir à Val-d'Or dans les années 1960?

Yolette Levy : En Haïti, j'étais pharmacienne, mais j'enseignais également la chimie et la physique. À l'époque de Duvalier père, mon mari et moi voulions quitter le pays. Nous avons été embauchés par l'UNESCO pour enseigner au Zaïre. Nous y sommes restés quatre ans. De là, nous avons écrit aux commissions scolaires de Montréal et de Val-d'Or. Nous avons reçu deux réponses positives, mais en Abitibi, on nous proposait chacun un contrat alors qu'à Montréal, un seul d'entre nous aurait pu travailler. On nous disait : « N'allez pas là, c'est l'hiver tout le temps ! » Mais je suis maintenant à Val-d'Or depuis 1969. Je célèbre donc ma 40^e année!

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous engager en politique municipale ?

En 1972, je me suis impliquée pour la première fois dans le syndicat des enseignants. Au cours de ma carrière syndicale, j'ai défendu beaucoup de dossiers concernant les femmes : du congé de maternité à l'avortement (nous avions le slogan « Nous aurons les enfants que nous voulons »), en passant par celui des garderies (nous voulions des garderies d'État administrées par les usagers). Et il y a eu la grande bataille de l'équité salariale pour laquelle j'aurais donné ma chemise.

Pour moi, cette participation voulait dire que je m'en allais directement en politique municipale. En mars 1996, alors que je discutais avec des collègues de la représentation des femmes à ce palier, ils m'ont dit : « Yolette,

tu vas y aller. » Et voilà, ça fait maintenant 12 ans que je suis conseillère municipale.

Votre engagement auprès des femmes pendant votre carrière syndicale s'est-il transposé dans votre travail de conseillère municipale ?

Non, il ne s'est pas transféré, tout simplement parce que ce n'est pas le même mandat. Mon mandat municipal est uniforme, il s'adresse à tous les citoyens. La cause des femmes se retrouve cependant dans certains de mes dossiers, comme ceux de la famille et des organismes communautaires.

De quels dossiers avez-vous la responsabilité ?

Je suis responsable des organismes communautaires, un dossier très peu

YOLETTE LEVY EN BREF

- Née en Haïti en 1938
- Arrivée au Québec en 1969
- Pharmacienne et enseignante
- Conseillère municipale à Val-d'Or depuis 1996
- Récipiendaire du prix Alexina-Croteau (2005), du Prix de la personnalité de la Chambre de commerce de Val-d'Or (2007) et du prix Charles-Biddle (2007)



valorisé par mes collègues – il peut même représenter une punition! Moi, je réplique que les dossiers ronflants sont plutôt ceux des travaux publics ou de la sécurité, parce qu'on y est entouré de spécialistes et que c'est vraiment de la gestion. Tandis que si, à Val d'Or, tu laisses tomber un groupe communautaire, cela peut avoir une conséquence directe sur l'augmentation de l'itinérance. Et c'est plus grave que d'arrêter la construction d'un arène!

Je m'occupe également d'un dossier qui me tient vraiment à cœur, « Val d'Or en santé ». Parce que la ville, c'est comme un être humain : s'il y a une partie qui ne fonctionne pas bien, on le ressent dans tout notre corps. Par exemple, depuis qu'on a refait les trottoirs dans le centre-ville, les femmes peuvent circuler en toute sécurité.

Y a-t-il une différence dans la gestion lorsque ce sont des femmes qui occupent les postes de conseillère ou de mairesse ?

Oui. Si c'est une femme, on dit qu'elle prend la place d'un homme. Et les jugements sont plus sévères : quand quelque chose est mal fait par une femme, c'est toujours plus mal fait que si ça l'avait été par un homme. Nous devons prouver que nous sommes capables. Mais ça force également la performance : les femmes y vont plus à fond. Nous défendons nos dossiers avec un peu plus de vigueur.

Avez-vous déjà subi de la discrimination en tant que femme d'origine haïtienne ?

Je n'ai pas été victime d'attaques personnelles, mais plutôt de gestes pour dénigrer le fait que j'étais noire. Au début des années 1990, il y avait des *skinheads* à Val d'Or, tout comme au Québec d'ailleurs. À l'école, ils poussaient un cri désagréable quand je passais devant eux. Et quand j'allais boire

au robinet, ils n'utilisaient jamais le même que moi. Alors je faisais exprès : je prenais une petite gorgée dans chacun des robinets pour les empêcher de boire.

« Les jugements sont plus sévères : quand quelque chose est mal fait par une femme, c'est toujours plus mal fait que si ça l'avait été par un homme. Nous devons prouver que nous sommes capables. »

Volette Levy

Pourquoi y a-t-il si peu de femmes engagées en politique municipale, selon vous ?

Je crois d'abord que de façon générale, le milieu municipal n'exerce pas un grand attrait sur la population. À Val d'Or, il y a eu trois conseillers municipaux, dont moi même, qui ont été élus par acclamation aux dernières élections.

J'ai animé des ateliers portant sur l'implication des femmes en politique municipale, et certaines participantes me disaient : « Je ne voudrais pas tel ou tel dossier, comme celui des travaux publics. » Les femmes ont peur, car il y a une grande méconnaissance du rôle de conseiller. Elles ne réalisent pas que c'est de la représentation, que les dossiers sont « mâchés » et qu'on ne travaille jamais seul. Et elles attendent qu'on aille les chercher; moi-même, je ne pense pas que j'aurais osé me lancer seule dans cette aventure sans savoir que j'avais une équipe derrière

moi! Elles sont pourtant nombreuses dans les commissions scolaires. Mais pour le palier municipal, je crois que la marche semble haute... mais elle ne l'est pas du tout!

Quels arguments servez-vous aux femmes pour les encourager à se présenter ?

Le problème des congés de maternité et des services de garde étant réglé, nous ne sommes plus au stade de nous demander si nous pouvons nous impliquer en politique municipale. Il faut plutôt se demander si cela en vaut la peine. Le premier ministre Robert Bourassa disait : « L'acte humain le plus valorisant, c'est de se mettre au service de son pays, de sa province, de sa ville. » Moi, je repose la question aux femmes : « Avez-vous le goût de poser l'acte humain le plus valorisant ? » Je leur dis aussi que c'est ce qui fait que la vie quotidienne est agréable et que c'est le plus grand service que l'on peut rendre!

REPRÉSENTATION DES FEMMES

Ville de Val-d'Or (31 905 habitants)

- 4 conseillères
- 4 conseillers
- 1 maire

MRC de La Vallée-de-l'Or (41 573 habitants)

- 41,6 % de conseillères
- 16,6 % de mairesses

L'écoute, une richesse naturelle

Dans la ville minière – et très masculine – de Fermont, la mairesse Lise Pelletier lutte pour la survie de sa communauté. Son arme principale : l'écoute.

| Propos recueillis par Josée Descôteaux

● ● **A**près avoir longtemps contribué au bien-être des enfants, Lise Pelletier s'est mise à l'écoute des besoins des «grands» : elle veille au mieux-être des citoyens de la ville de Fermont, dont elle est mairesse, en plus d'être préfète de la MRC de Caniapiscau. Loin de s'énervier quand elle évoque les soubresauts de la ville minière, elle frôle parfois l'exultation lorsqu'elle raconte sa mission à la tête de Fermont.

Gazette des femmes : *Vous avez plongé dans la politique municipale*

sans expérience ni diplôme. Quel a été votre parcours ?

Lise Pelletier : En 1983, je suis partie avec mon conjoint pour Québec, où nous sommes restés 12 ans. J'y ai travaillé en garderie, puis dans un YWCA. J'ai toujours voulu m'impliquer bénévolement, mais à Québec, c'était difficile parce qu'il y a moins de bénévoles dans les organismes, qui sont plus gros. Nous avons donc décidé de revenir à Fermont en 1996, où j'ai travaillé comme conseillère pédagogique pour les CPE jusqu'en 2001.

À l'époque, j'entraînais des équipes sportives. Avec une amie, j'avais formé une ligue de hockey féminin et nous avions besoin d'argent pour l'équipement. Nous sommes allées voir le maire. J'ai alors eu l'occasion d'observer le milieu politique. J'ai dit à mon amie : « Pourquoi pas moi ? » Quelques mois plus tard, un siège de conseiller était vacant. Je me suis présentée, j'ai fait du porte-à-porte, de la publicité, et j'ai battu mon adversaire – un homme – à plate couture (il est aujourd'hui conseiller). En 2003, je me suis présentée à la mairie et j'ai battu le

LISE PELLETIER EN BREF

- Née à Haute-Rive (Côte-Nord) en 1964
- Éducatrice en service de garde et conseillère pédagogique en CPE
- Conseillère municipale à Fermont de 2001 à 2003
- Éluë mairesse en 2003, réélue en 2005
- Préfète de la MRC de Caniapiscau



maire Robert Bélanger, en poste depuis 1986. Je n'avais même pas de connaissances en politique...

Vous semblez désormais avoir beaucoup d'affinités avec la politique. Qu'en retirez-vous ?

J'aime rencontrer les citoyens, être à l'écoute de leurs besoins et parler avec eux. J'apprends beaucoup sur le terrain. Fermont est un monde d'hommes, ce n'est pas toujours facile. Mais ce que je fais me passionne.

Quels sont les enjeux qui caractérisent votre ville ?

Exister encore est un défi en soi. Fermont est une ville minière. L'avenir se vit au quotidien parce que notre système respiratoire est dans notre sous-sol... Il faut préserver les services à la communauté, malgré les hauts et les bas de la ville. Beaucoup de citoyens ont quitté Fermont au cours des dernières années, alors que d'autres reviennent y travailler pendant l'été. Au début de 2000, nous avons connu un creux, car la mine Québec Cartier n'allait pas très bien. Toutefois, nous avons eu 30 naissances en 2007 et 44 en 2008. Nous voulons aussi améliorer les infrastructures, comme les CPE et le logement social. Nous avons de la difficulté à garder nos médecins, car il n'y a plus de places en garderie pour leurs enfants. Et puis nous n'avons pas de cimetière : c'est un autre défi auquel il faut s'attaquer !

Quelles situations touchent particulièrement les femmes de votre communauté ?

Comme l'industrie minière domine, il y a plus d'hommes que de femmes à Fermont. Les femmes travaillent surtout dans le commerce ou sont en affaires. Quant à celles qui ne travaillent pas, c'est souvent parce qu'elles n'ont pas complété leur 5^e secondaire.

Il faut être à l'écoute de leurs besoins. Il manque 80 places en garderie. J'ai discuté récemment avec un ingénieur de la Consolidated Thompson [ndlr : la compagnie minière qui exploite depuis peu la mine de fer du lac Bloom, près de Fermont] et il m'a dit :

« Nous, les femmes, manquons souvent de confiance en nous-mêmes, même si nous avons le potentiel pour atteindre nos buts. »

Lise Pelletier

« Ma femme veut travailler, mais il n'y a pas de places en garderie. Pouvez-vous faire quelque chose ? »

De quels outils disposez-vous pour mener vos campagnes et accomplir votre mission dans le fauteuil de mairesse ?

Il y a beaucoup de gens ici qui ont tout un bagage d'expériences et qui sont un peu des mentors pour moi. Je peux discuter avec eux. Je n'ai pas de formation universitaire, mais j'ai suivi différents cours et je lis beaucoup sur le leadership.

Le fait d'être une femme vous a-t-il déjà nui ou, au contraire, a-t-il déjà constitué un atout dans le cadre de votre travail de mairesse ?

Quand je suis entrée en poste, nous étions en crise ici. Le syndicat des Métallos menait la ville. Le président ne me portait pas dans son cœur : je lui ai tenu tête. Je suis une femme qui dérange. Il faut décaler pour faire

bouger les choses. Mais il faut expliquer ses actions et ses décisions aussi.

Est-ce que ça m'a avantagée d'être une femme ? Pas nécessairement. Le leadership est différent chez les hommes et les femmes. Il faut simplement faire preuve d'une véritable écoute, à mon avis. C'est une force que j'ai.

Que diriez-vous à une femme qui désire se lancer en politique municipale ?

Avec la passion, on peut faire beaucoup de choses ! Nous, les femmes, manquons souvent de confiance en nous-mêmes, même si nous avons le potentiel pour atteindre nos buts. Il ne faut pas se décourager, et il faut aussi aller chercher l'aide dont nous avons besoin. Puis, une fois en poste, il ne faut pas hésiter trop longtemps avant de prendre des décisions. On peut faire des erreurs, mais on apprend. Je suis parfois revenue sur des décisions que j'avais prises et j'en étais fière.

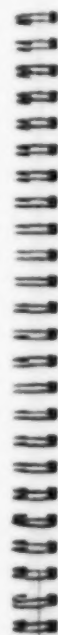
REPRÉSENTATION DES FEMMES

Ville de Fermont (2 700 habitants)

- 2 conseillères
- 4 conseillers
- 1 mairesse

MRC de Caniapiscau (2 985 habitants, 4 000 incluant les réserves indiennes)

Outre la mairesse de Fermont, également préfète, la MRC compte sur le soutien d'une administratrice qui représente la Ville de Shefferville et d'un conseiller pour Fermont.



Le feu brûle encore

Elle a beau avoir sept mandats derrière la « cravate », la mairesse de Drummondville n'a rien perdu de son énergie. Irréductible passionnée, Francine Ruest-Jutras a encore et toujours l'intention de guider sa ville sur les sentiers de la prospérité.

| Propos recueillis par Josée Descôteaux

Elle est à la tête de Drummondville depuis maintenant 22 ans. Plus de deux décennies pendant lesquelles elle a jonglé entre une politique familiale, le mieux-être des aînés et la stimulation du secteur manufacturier. Et jamais elle n'a craint de façonner le pouvoir comme elle l'entendait. Entrevue avec la mairesse Francine Ruest-Jutras, qui fut aussi la première présidente de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de 2002 à 2004, et qui coiffe toujours de nombreux chapeaux.

Gazette des femmes : *Comment la politique municipale vous a-t-elle conquise ?*

Francine Ruest-Jutras : Un peu par hasard. J'avais un baccalauréat en pédagogie, mais aussi des connaissances en

urbanisme. En 1980, le ministre des Affaires municipales d'alors, Jacques Léonard, m'a confié un mandat d'urbaniste; la MRC de Drummond mettait en place une table de concertation en milieu urbain et rural pour établir un schéma d'aménagement. J'ai eu la piqure. Je me suis rendu compte qu'en politique municipale, on ne s'occupait pas seulement d'infrastructures. Le fait de parler de plan urbain ouvrait des perspectives plus larges, c'est-à-dire comment on imagine nos villes, comment on améliore la qualité de vie des gens... Ce fut pour moi une avenue très stimulante.

En 1983, alors que la plus jeune de mes deux enfants avait 2 ans, j'ai décidé de me présenter comme conseillère. J'ai été élue avec une majorité absolue. Vers la fin de mon mandat, je ne partageais

plus la vision et les façons de faire de la Ville; j'ai décidé de me présenter à la mairie plutôt que d'abandonner. J'ai constitué une équipe avec des gens d'horizons très divers. Mon premier slogan était : « Changeons l'image de Drummondville ». À l'époque, nous étions la tête de Turc du magazine *Croc*, et même *L'Actualité* avait titré un texte *Drummondville, une ville à l'agonie*. Notre ville n'était le siège social d'aucun organisme gouvernemental [ndlr : l'Office des personnes handicapées du Québec a établi son siège social à Drummondville en 1978, au moment de sa fondation; son installation au centre-ville s'est toutefois faite de façon graduelle entre 1980 et 1989]. J'estimais qu'il fallait unir nos forces et bâtir sur ce que nous avions. Depuis ce temps, j'ai toujours été réélue.

FRANCINE RUEST-JUTRAS EN BREF

- Née à Drummondville en 1946
- Enseignante
- Élue conseillère en 1983 et mairesse depuis 1987
- Présidente de la Société de développement économique de Drummondville (devenue le Centre local de développement [CLD] en 1998) depuis 1987
- Préfète de la MRC de Drummond



Quels sont les enjeux que vous souhaitez voir marqués du sceau de vos idées? En quoi touchent-ils les femmes?

Le développement de l'économie d'abord. La qualité de vie des hommes tout autant que des femmes passe par le fait d'avoir un emploi; c'est une question de dignité. Il est important de soutenir les initiatives en matière d'économie quand elles sont intéressantes. Nous avons donné une chance à beaucoup d'entreprises qui se sont établies ici. Nous nous sommes aussi dotés d'une politique familiale, avec des services de garde, offrant ainsi la possibilité à plus de femmes d'être sur le marché du travail. Nous menons également de grands dossiers culturels, comme l'agrandissement de la Maison de la culture et le projet de déménagement de la bibliothèque.

Avec l'ajout de près de 18 000 nouveaux citoyens depuis le regroupement de quatre municipalités en 2004, nous souhaitons améliorer les infrastructures sportives. Nous comptons développer le réseau de pistes cyclables et nous avons des projets pour nos centres communautaires. Nous misons aussi beaucoup sur la bonification de nos services de transport en commun. J'exerce un métier dans lequel on ne s'ennuie jamais!

Croit-on à tort que les femmes ne carrent pas au pouvoir et que, pour elles, les stratégies politiques ont une connotation négative?

Je pense que le pouvoir est utile. Quand on se présente en politique, il est faux de croire que cela ne nous intéresse pas. La différence [par rapport aux hommes], c'est ce qu'on en fait. Pour moi, le pouvoir est un outil qui permet de changer les choses; à mon avis, c'est la raison qui amène les femmes à se lancer en politique municipale. De plus, à ce palier, on constate davantage les impacts de nos décisions, puisqu'on est près des citoyens.

De quels outils disposez-vous pour mener vos campagnes et accomplir votre mission dans le fauteuil de mairesse?

Je n'ai mené que deux campagnes [mandat de conseillère et premier mandat de mairesse] puisque j'ai toujours été réélue par acclamation! Dans le cadre de mon travail, je peux compter sur une très bonne équipe au sein de l'organisation municipale. Et j'ai un conjoint qui s'avère un excellent «supporteur», mais qui est aussi critique.

« Je n'ai jamais connu un jour d'ennui depuis que je suis en politique municipale! »

Francine Ruest-Jutras

Etre une femme vous a-t-il déjà nui à la mairie ou, au contraire, a-t-il déjà constitué un avantage?

J'ai déjà entendu des commentaires désobligeants à mon égard, mais ça ne m'a jamais nui. D'un autre côté, peut-être que pour certains dossiers, en effet, les femmes font de la politique différemment. Nous avons à la fois le souci du détail et une vision très large des choses : on essaie de mesurer TOUS les impacts d'une décision. Cependant, il est difficile de dire si tout cela est attribuable à notre tempérament ou au fait que nous soyons des femmes...

Je me rappelle qu'un jour, le directeur général de la Ville m'a dit : « On ne sait jamais quelle question vous allez nous poser, alors que les hommes sont plus prévisibles. » Quand j'étais enseignante, j'essayais toujours d'anticiper les questions des élèves; je crois que cela me sert en politique.

Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent se lancer en politique municipale?

Il faut d'abord et avant tout se faire confiance. Ensuite, se bâtir un réseau d'appuis dans le milieu. Il est aussi très important de se doter d'un programme clair : « Voici pourquoi je me présente... Voici ce que je voudrais faire... »

Il ne faut pas craindre le pouvoir et, parfois, il faut user de stratégie pour se trouver des alliés. Les femmes qui travaillent dans le milieu communautaire pourraient profiter de la visibilité dont elles disposent afin d'établir un réseau fort utile pour se retrouver à la table du conseil.

La politique municipale, c'est un pouvoir de proximité : ça concerne le milieu où vos enfants vont à l'école, où vos parents vont vieillir. Si vous voulez changer les choses, allez-y! Avec la panoplie de responsabilités qui nous incombent, il y aura certainement de quoi vous intéresser. Je n'ai jamais connu un jour d'ennui depuis que je suis en politique municipale! :

REPRÉSENTATION DES FEMMES

**Ville de Drummondville
(68 841 habitants)**

- 2 conseillères
- 11 conseillers
- 1 mairesse

**MRC de Drummond
(95 013 habitants)**

- 19,3 % de conseillères
- 11,1 % de mairesses

Coup de jeune au conseil

Vingt-six ans, un dynamisme d'enfer et des idées plein la tête : malgré son jeune âge, la conseillère du Vieux-Sorel, Corina Bastiani, n'a pas de difficulté à faire sa place au conseil municipal de Sorel-Tracy. Les résidents qu'elle représente peuvent dormir l'esprit en paix.

| Propos recueillis par Annie Mathieu

G ● **azette des femmes** : *Qu'est-ce qui vous a poussée à vous présenter au conseil municipal à l'âge de 23 ans ?*

Corina Bastiani : C'est viscéral ! Mon grand père était conseiller, peut-être est-ce dans mes gènes ? Sérieusement, comme je faisais beaucoup de théâtre lorsque j'étais plus jeune, on m'a demandé, quand j'avais 15 ans, de participer à la rédaction de la politique culturelle de la Ville de Sorel. Cela a été l'une de mes premières implications dans le monde municipal. Le journalisme m'a également permis de connaître les enjeux municipaux et m'a donné envie de m'impliquer.

Je l'ai fait aussi pour améliorer les choses, même si cela peut sembler utopi-

que. Le Vieux-Sorel est très méconnu... Pourtant, Sorel-Tracy est la quatrième plus vieille ville du Canada. Située au confluent de la rivière Richelieu, c'est une ville mixte, à la fois résidentielle, commerciale et industrielle. Je voulais lui donner le mérite qui lui revenait. Finalement, je l'ai fait pour mes enfants, pour améliorer leur qualité de vie.

Aussitôt élue, vous vous êtes engagée auprès des jeunes pour les encourager à s'impliquer en politique municipale. Qu'avez-vous fait ?

J'ai d'abord fait une tournée de toutes les classes de 5^e secondaire de Sorel-Tracy. Je voulais rencontrer les jeunes, leur apprendre ce qu'un conseiller municipal « mangeait en hiver ». Je me

suis rendu compte qu'ils ne connaissaient pas du tout le mode de fonctionnement de la Ville, alors que c'est le palier politique le plus proche d'eux ! J'ai voulu susciter un certain sentiment d'appartenance et de proximité.

Puis, lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) qui a suivi les élections de novembre 2005, quelques autres jeunes élus et moi avons réclamé la formation d'une commission jeunesse, car nous avions constaté que nous étions très peu nombreux [ndlr : les 18-34 ans représentaient 9,4 % de tous les élus à un poste de conseiller et 1,9 % des mairesses et des maires]. La Commission jeunes et démocratie municipale a été créée en 2006. Elle compte une dizaine de membres et j'ai été élue à sa tête.



CORINA BASTIANI EN BREF

- Née à Sorel-Tracy en 1982
- Journaliste
- Éluée conseillère en 2005 dans le quartier du Vieux-Sorel, à l'âge de 23 ans
- A fondé en 2000 une maison d'événements culturels avec son mari, La Maison Audace, ainsi qu'un journal mensuel, *Le Canard déchainé* qui, d'avril 2002 à décembre 2004, a été tiré à 10 000 exemplaires dans la région

Quelles ont été les principales actions de la Commission jeunes et démocratie municipale ?

Nous avons organisé un concours annuel de la relève municipale, où les maires sont invités à faire parvenir la candidature de conseillers potentiels de moins de 35 ans qui se sont distingués par une ou des réalisations.

Lors du congrès 2008 de l'UMQ à Québec, nous avons aussi mis sur pied un atelier où des jeunes étaient invités à assister à la simulation d'un conseil municipal. Nous avons réussi à recréer la véritable ambiance d'un conseil avec, par exemple, un « chialeux » de service, des projets concrets et le personnel normalement présent, comme un greffier.

Nous avons été agréablement surpris : plus de 70 participants se sont déplacés pour l'atelier. Et certains sont venus de loin pour y assister ! Le succès remporté nous a motivés à faire une tournée des 17 régions administratives pour donner de nouveau cet atelier, afin d'inciter des jeunes à se présenter aux élections de novembre prochain.

Pourquoi cet acharnement à vouloir rajeunir l'image de la politique municipale ?

J'ai peur que l'on hérite d'un déficit municipal. Lors des élections de 2005, la ville d'Issoudun, dans la région de Québec, comptait plusieurs postes vacants. C'était un cri d'alarme. Selon le Directeur général des élections, il n'y a pas encore de crise, mais je crois qu'il faut demeurer vigilant. À une certaine époque, les élus municipaux étaient considérés comme des Chevaliers de Colomb... Cette image doit être renouvelée. Les jeunes pensent différemment, ils ont une autre vision, plus dynamique. La roue tourne : il faut non seulement que les générations se succèdent, mais les idéologies aussi.

Y a-t-il une différence dans la gestion lorsque ce sont des femmes,

de surcroît jeunes comme vous, qui occupent les postes de conseillère ou de mairesse ?

Oui. Les hommes ont une analyse plus « carrée », alors que les femmes ont une vue d'ensemble, plus précise, et voient les conséquences d'un dossier sur l'autre. J'ai l'impression que je pense davantage aux répercussions de mes actions dans l'avenir. Je sens que

« Certains avaient peur de voir arriver une jeune "qui veut tout révolutionner" », »

Corina Bastiani

je vois les choses différemment, mais j'ai du mal à déterminer si c'est parce que je suis une femme ou parce que je suis plus jeune que mes collègues.

Mais bien qu'il y ait peu de femmes en politique municipale, je suis contre la parité imposée. Un conseil doit être diversifié selon l'âge, le sexe et la profession.

Vous sentez-vous discriminée en tant que jeune femme ?

Pour m'attaquer, mes collègues disent souvent que je travaille avec un surplus d'émotivité. C'est vrai que je suis une acharnée ! Mais encore une fois, est-ce une caractéristique féminine ? Je ne sais pas. En tant que jeune, j'ai une plus grande ouverture sur le monde. Par exemple, je fréquente beaucoup plus Internet. Et j'ai le désir de vouloir faire comprendre. Je veux que les gens adhèrent à un projet parce qu'ils le comprennent et non parce qu'il leur a été imposé.

Je crois que certains avaient peur de voir arriver une jeune « qui veut tout révolutionner », ce qui peut être perçu négativement. Mais mon jeune âge a été très bien accepté.

Est-ce possible de mettre en pratique la conciliation travail-famille en politique municipale ?

J'ai un enfant de 3 mois et un autre de 4 ans et demi. Ils ont des mamies extraordinaires et un bon papa. Mais il faut être organisée et savoir planifier.

En politique, on peut s'impliquer à divers degrés. Je crois que c'est possible de combiner les deux, en mettant la famille à contribution, entre autres.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

J'ai décidé de me représenter en 2009. Quatre ans, ça passe vite, et il y a plusieurs dossiers que j'aimerais mener plus loin. Mais je vais essayer de ne pas baser ma campagne sur la continuité, car c'était le slogan de mon ancien adversaire... Sorel-Tracy est une ville avec une richesse énorme, ou il y a encore tellement de choses à faire ! Par exemple, on lui fait prendre le tournant vert, on veut qu'elle devienne un pôle de développement durable. Et on a un projet pour 2009 qui permettra de redonner les berges aux citoyens. Mais pour plus tard, seul l'avenir le dira !

REPRÉSENTATION DES FEMMES

**Ville de Sorel-Tracy
(34 663 habitants)**

- 2 conseillères
- 6 conseillers
- 1 maire

**MRC Pierre-De Saurel
(avant le 1^{er} janvier 2009 :
MRC du Bas-Richelieu)
(50 915 habitants)**

- 27 % de conseillères
- 16,6 % de mairesses

SUSCITER LE GOÛT DU POUVOIR

À la tête des villes et des villages québécois, les femmes brillent souvent par leur absence. Peu intéressées, trop effrayées, mal informées? Pour renverser la vapeur, des outils et des formations sont mis de l'avant afin de leur prouver qu'elles ont l'étoffe nécessaire pour gouverner.

| par Josée Descôteaux

Les femmes constituent à peine le quart des acteurs de la politique municipale au Québec : elles n'occupent que 13,1 % des fauteuils de mairie et 26,6 % des sièges de conseillers municipaux. En comparaison, le pourcentage de députées à l'Assemblée nationale après les dernières élections était de 29,6 %. « Ce qui est quand même peu élevé », signale Genevieve Hamelin, adjointe au Centre de développement femmes et gouvernance (CDFG), un réseau composé d'experts de l'École nationale d'administration publique (ENAP) ainsi que du Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD). « Cette faible proportion peut s'expliquer par un manque de confiance. Plusieurs femmes disent qu'elles n'ont pas l'expérience et les connaissances nécessaires pour se lancer en politique. »

Si elles se bousculent encore moins au portillon du pouvoir municipal, c'est principalement parce qu'il y a méconnaissance de la démocratie municipale, révèle Elaine Hemond, directrice déléguée du GFPD au Centre de développement femmes et gouvernance. On croit souvent à tort que ça n'implique que des tâches liées à la voirie, aux égouts et à l'urbanisme. De plus, on fait pratiquement du bénévolat dans certaines petites municipalités ».

Sans compter qu'au Québec, plus de la moitié des maires et des conseillers sont élus sans opposition (par acclamation). Pis encore, la perspective d'affronter un élu établi, qui cumule quelques mandats d'affilée, peut réfréner l'ambition d'une nouvelle venue en politique... En outre, souligne M^{me} Hemond, comme la majorité des municipalités du Québec sont de petite

La perspective d'affronter un élu établi, qui cumule quelques mandats d'affilée, peut réfréner l'ambition d'une nouvelle venue en politique...

ou de moyenne taille, elles n'ont pas de représentation partisane. Les aspirants au conseil sont ainsi privés de l'appui d'un parti, contrairement aux élus provinciaux et fédéraux.

Pourtant, la démocratie se porterait probablement mieux si la population des municipalités du Québec était représentée selon sa composition, estime-t-elle. « Il faut que la pro-

portion d'hommes et de femmes soit un peu comme un portrait en microcosme de la population... »

La politique fut constituée par et pour les hommes, signale pour sa part M^{me} Hamelin. Les femmes en intègrent peu à peu les rouages pour la façonner également à leur image. Car elles jaugent les enjeux et les actions d'une lorgnette différente, ce qui confère à leur leadership et à leurs décisions une teinte distincte. « Les femmes disposent aussi d'un bagage lié à leurs traditions. Plusieurs d'entre nous sont mères et, traditionnellement, nous sommes associées au milieu communautaire, ajoute M^{me} Hemond. Les femmes n'ont pas l'approche du "champ de bataille", mais ont plutôt tendance à composer avec les intérêts divergents. » Une caractéristique susceptible d'influencer la manière dont elles s'impliquent en politique.

Des bancs d'école aux sièges des conseils municipaux

Il y a un déficit et on doit le combler, soit. Mais comment recruter plus de femmes pour diriger les municipalités du Québec? D'abord en levant le voile sur la nature du mandat qui leur incombera. Puis, en leur proposant des outils « d'aide à l'emploi ».

L'important, c'est d'encourager et de convaincre celles qui hésitent à se lancer dans l'arène. Pour ce faire, plusieurs regroupements et associations offrent des séances d'information et des formations à travers le Québec. Quant au programme d'aide financière À égalité pour décider du Secrétariat à la condition féminine, il vise à accroître le nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales.

Le Centre de développement femmes et gouvernance met également divers outils à la disposition des femmes que la politique intéresse. Parmi eux, l'École Femmes et Démocratie, qui fait partie de son volet Vie politique et démocratie. « Les formations offertes à l'École permettent notamment d'acquérir des connaissances de base sur le fonctionnement des municipalités », indique Elaine Hemond. Les participantes peuvent aussi développer leurs habiletés en communication grâce à des exercices filmés.

Elaine Hemond connaît bien les obstacles qui freinent l'ambition des femmes en politique municipale, d'où la nécessité d'outils d'aide à l'emploi taillés sur mesure pour elles.



L'UMQ S'IMPLIQUE

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) est également préoccupée par le déficit féminin en politique municipale, d'autant plus que les prochaines élections auront lieu en novembre. Elle multiplie donc les actions pour corriger ce déséquilibre. Elle s'est notamment associée à l'École Femmes et Démocratie pour offrir la formation « Mairesse, ça m'intéresse » en février, destinée aux aspirantes mairesses ou conseillères des grandes villes.

Le comité Femmes et gouvernance locale (qui compte neuf mairesses et conseillères) de l'UMQ a également organisé, en octobre et novembre derniers, une tournée de conférences (*Femmes et politique municipale : un couple peu banal*) dans plusieurs régions du Québec afin d'attirer plus de femmes à ce palier du pouvoir politique. « Nous avons fait appel aux associations régionales telles que les groupes de femmes d'affaires », indique M^{re} Diane Simard, conseillère juridique municipale à l'UMQ

et secrétaire du comité. Nous leur demandions d'inviter une élue conférencière à l'un de leurs événements »

Réalisée en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine, la tournée a notamment permis de démythifier le rôle des élus municipaux, selon M^{re} Simard. Car certains mythes persistent : on croit encore, par exemple, qu'il faut détenir un diplôme universitaire en science politique pour se lancer en politique. « Certaines sont surprises de constater que les élues proviennent de professions ou de métiers très diversifiés. Nous avons reçu, par exemple, une mairesse biologiste ! » ajoute M^{re} Simard.

La tournée a connu un succès appréciable : plusieurs femmes provenant d'autres régions se sont enquis de la possibilité d'un arrêt près de chez elles. La tournée se poursuit jusqu'en mai.

Nous avons également un volet réseautage par lequel nous leur présentons l'univers municipal et ses diverses instances. »

Les relations de la mairesse avec l'administration municipale, la préparation d'un budget municipal et la planification stratégique d'une campagne électorale constituent des aspects du pouvoir municipal qui se retrouvent au cœur des formations.

La codirectrice du CDFG tient à souligner qu'à l'École Femmes et Démocratie, la transmission des connaissances et l'acquisition des compétences se fondent sur l'approche andragogique, un type d'enseignement qui vise le développement de l'adulte en tenant compte de ses acquis professionnels. Chacune des participantes est donc maîtresse d'œuvre de sa formation. « Notre équipe de formateurs et de professeurs sont des accompagnateurs », précise-t-elle.

D'abord tenues uniquement à l'ENAP, à Québec, ces sessions de formation sont désormais offertes en région. Leur contenu varie au gré des besoins auxquels le CDFG veut répondre. Par exemple, celle qui avait lieu en Estrie en novembre dernier était destinée



Genevieve Hamelin en compagnie de Ronald Poupart, expert politique et formateur aux sessions de l'École Femmes et Démocratie.

aux futures élues des petites municipalités (moins de 10 000 habitants). Au Québec, 11 % de celles-ci ne comptent aucune élue à l'hôtel de ville.

Depuis 2000, les huit sessions de l'École ont accueilli 175 femmes. Plus du quart de ces participantes occupent aujourd'hui – pour la première fois – un siège de conseillère ou de députée fédérale ou provinciale, voire un fauteuil de mairesse. « Neuf ont été candidates aux élections fédérales en octobre 2008 et six étaient candidates aux élections provinciales le 8 décembre dernier », note Éline Hémond.

Sa collègue Genevieve Hamelin souligne que le CDFG ne cherche pas à gonfler à tout prix le ratio de femmes en politique puisque la majorité des participantes nourrissent déjà le désir d'entrer dans cet univers. Elles ont simplement besoin d'outils pour faire le grand saut. Et le Centre se fait un honneur de les aider à prendre l'élan qu'il leur faut.

Pour plus d'information au sujet des différentes formations offertes par le Centre de développement femmes et gouvernance : www.cdfg.enap.ca.

Politique municipale D'égaux à égaux



LA QUÊTE DE L'ÉQUILIBRE

En novembre 2009, toutes les municipalités du Québec seront en élections. Dans l'intervalle, plusieurs projets ont cours partout dans la province afin d'éveiller l'intérêt des femmes. Le but : augmenter le nombre de candidates. Tour d'horizon par région.

| par Nathalie Bissonnette

Appuyées notamment par les bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine, des tables de concertation de plusieurs régions du Québec ont produit des outils de communication et mis en œuvre des actions concrètes pour faire progresser la représentation des femmes au sein des instances, entre autres en politique municipale. Leur présence y est incontournable et constitue un enjeu démocratique majeur pour nos sociétés. Les femmes représentent 51 % de la population. L'expression et la prise en considération de leur opinion permettent ainsi d'édifier un milieu à l'image de l'ensemble des personnes qui le composent. De plus, le pouvoir leur donne la capacité d'agir, de décider, d'orienter; il est donc nécessaire qu'on atteigne des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes. Coup d'œil

sur ce que différentes régions ont concocté pour convaincre les potentielles futures élues...

Chaudière-Appalaches

La région de Chaudière-Appalaches compte actuellement une femme pour six postes de conseiller municipal. Peur de l'échec et des critiques, manque d'information et vive inquiétude à l'égard des côtes « malpropres » de la politique figurent au nombre des facteurs qui expliquent ce faible taux de représentation. Puis, après une première expérience, c'est souvent le manque de reconnaissance ainsi qu'une sous-utilisation de leurs compétences qui incitent les élues à décrocher, avance Ève Gallant, agente de développement et de communication au Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches. « Elles sont souvent reléguées à des dossiers dits

féminins alors qu'elles ont parfois des connaissances dans un domaine spécialisé, en économie par exemple. »

C'est pourquoi *Le Grand Saut*, une pièce scénarisée et mise en scène par le Théâtre Parminou il y a trois ans, repart en tournée ce printemps en version actualisée, notamment dans la région de Chaudière-Appalaches. Le scénario propose aux spectatrices de suivre l'histoire de Geneviève qui, sollicitée pour faire partie d'une équipe de conseillers de sa ville, s'éveille à toute une gamme d'émotions. Fera-t-elle ou non le grand saut? La pièce sera présentée à Lévis le 28 mars et à Thetford Mines le 2 mai, à l'initiative du Réseau des groupes de femmes de cette région. Chacune des représentations sera précédée d'une activité de réseautage visant à stimuler l'intérêt des participantes pour la politique municipale; elle leur permettra de créer des liens.



Scénarisée et mise en scène par le Théâtre Parminou, la pièce *Le Grand Saut* raconte l'histoire de Geneviève qui, sollicitée pour faire partie d'une équipe de conseillers de sa ville, s'éveille à toute une gamme d'émotions.

d'exprimer leurs appréhensions et de poser des questions. Pour plus d'information : www.femmeschaudiere-appalaches.com

Centre-du-Québec

De son côté, la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec a mis à jour sa trousse d'intervention à l'intention des organisations socioéconomiques et communautaires. Conçue en 2006 et intitulée *Pour vos instances décisionnelles... pensez à ELLES*, cette trousse offre une série de moyens à mettre en place pour diminuer les contraintes qui peuvent empêcher les femmes de participer pleinement au développement de leur collectivité. On y trouve également des conseils pour le recrutement et le maintien des femmes à des

postes décisionnels ainsi que de l'information sur l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). La mise à jour a permis d'ajouter deux nouvelles fiches à la trousse : l'une sur l'intégration de principes et de politiques d'équité au sein des organismes et l'autre sur l'utilisation du langage épicienne. Pour plus d'information : www.femmescentreduquebec.qc.ca

Capitale-Nationale

Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix) travaille depuis quelques mois à l'émergence d'un réseau d'élues auquel pourront se joindre des femmes intéressées par la politique municipale. Inspirée du Réseau des élues municipales de Montérégie-Est, fondé en

1997, cette nouvelle forme de réseautage vise à encourager les femmes à prendre place dans les conseils municipaux et autres instances. Elle permet également de soutenir les élues dans l'exercice de leur mandat et de défendre le dossier de l'égalité entre les femmes et les hommes en milieu municipal. Le Regroupement effectue ce printemps une tournée dans toutes les MRC de la région afin de mettre en place les ramifications concrètes du Réseau et de stimuler la participation des élues, puisque la force du Réseau repose sur la contribution de chacune de ses membres, estime le comité fondateur.

Abitibi-Témiscamingue

En 2008, le Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue a publié

Conseils aux futures candidates

Des gens vous courtisent pour que vous deveniez conseillère ou mairesse, mais vous sentez que vos connaissances de la « planète municipale » sont insuffisantes ? Vous êtes attirée par ce palier du pouvoir, mais ne savez pas comment vous y prendre pour manifester votre intérêt ? Mauriciennes d'influence a concocté un outil qui vous sera fort utile : l'agenda-guide *Femmes d'aujourd'hui, décisions de demain !*

| par Béatrice Farand

● ● ruffé de renseignements et accompagné du *Guide de la candidate aux élections municipales de 2009*, ● ● l'agenda a été produit par le projet Mauriciennes d'influence, chapeauté par la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie. Mauriciennes d'influence poursuit un but très clair : accroître la présence des femmes dans les structures décisionnelles et politiques à l'échelle locale et régionale. En outillant les femmes pour les amener à se porter candidates et en suscitant l'action des instances visées en vue d'une répartition équitable des postes de décision entre les femmes et les hommes, Mauriciennes d'influence compte bien y parvenir.

Au fil des mois, l'agenda *Femmes d'aujourd'hui, décisions de demain !* propose des outils pour surmonter les principaux obstacles ainsi que des témoignages d'élues. Parmi les sujets abordés : Est-ce que je veux vraiment avoir du pouvoir ? Est-ce que mes implications actuelles et passées sont pertinentes ? Comment faire face à la critique ? La peur de subir des remarques sexistes et les clés pour y faire face ; La conciliation travail-famille-politique ; Les moyens pour financer une campagne électorale (parce qu'on ne peut pas gagner ses élections avec des prières !). On y trouve même un test qui indiquera aux intéressées si elles possèdent les qualités requises pour se lancer dans l'aventure !

le document *Les Femmes, un + dans vos instances décisionnelles* pour soutenir l'implication des femmes et suggérer des moyens concrets de faire progresser leur représentation en politique municipale.

Quant au Centre de femmes établi sur le territoire du Témiscamingue, il assure avec dynamisme la tenue d'activités liées de près à la présence des femmes en politique municipale. Il a également développé une trousse d'animation intitulée *Le Témis, j'y participe!*, qui s'adresse à différents milieux décisionnels, en plus de mener un sondage auprès des élues pour connaître leurs motivations, les problèmes qu'elles rencontrent dans l'exercice de leurs fonctions et les solutions qu'elles envisagent. Afin d'adapter ses interventions, le Centre

a identifié les conseils municipaux comptant sur une participation féminine importante ainsi que ceux où aucune femme ne siège.

Les femmes du Centre travaillent aussi à mettre sur pied un jumelage de conseillères expérimentées et de femmes intéressées à la politique afin d'instaurer une forme de mentorat. Le milieu rural du Témiscamingue compte plusieurs petites municipalités au sein desquelles on trouve 36 conseillères municipales au total. «On peut estimer que plus du quart des conseillères municipales de notre région – ainsi que deux des cinq mairesses – habitent ce territoire, alors que la population du Témiscamingue représente seulement 12 % de la population régionale, note Marie-Josée Marcoux, responsable du bureau régio-

nal au Conseil du statut de la femme. Le Centre de femmes compte sur une équipe qui travaille énergiquement à l'amélioration de la représentation des femmes en politique municipale pour qu'elles obtiennent une place significative là où l'on prend les décisions.»

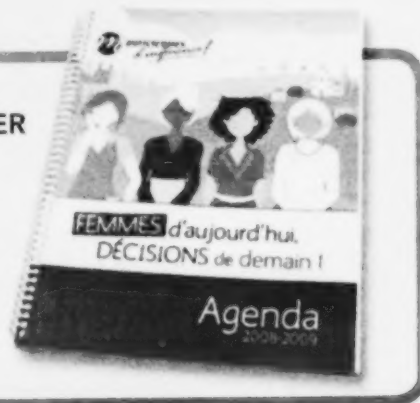
Ce portrait des différents efforts visant à augmenter la représentation des femmes au sein des instances municipales est loin d'être exhaustif. Des initiatives existent dans plusieurs autres régions du Québec. Pour connaître les outils auxquels vous pouvez avoir accès près de chez vous, il vous suffit de vous adresser à la table de concertation ou au regroupement des groupes de femmes de votre région.

Quant au guide, il recèle une mine d'informations pratiques, notamment sur la composition et le rôle du conseil municipal, les fonctions liées aux postes électifs, les conditions et les étapes requises pour déposer sa candidature, l'organisation électorale – comment constituer son équipe et préparer une stratégie électorale, les modes de financement et les dépenses électorales –, l'exercice du mandat une fois élue ainsi que la rémunération.

POUR SE LE PROCURER

L'agenda-guide est en vente au coût de 5 \$ à la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

Pour plus d'information :
www.tcmfm.ca



Collectivement pour un monde

différent

et l'éducation en est la clé

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats
du Québec



UN FONDS QUI PORTE SES FRUITS

Stock photo / David Olin

Depuis 13 ans, le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat au féminin donne un solide coup de pouce aux fondeuses de la Côte-Nord qui souhaitent devenir leur propre patron. Une belle idée qui a bien vieilli, en plus de faire des petits.

| par Béatrice Farand

En 1995, la table sectorielle Femmes du Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord se questionne : comment diversifier les emplois dans la région, majoritairement masculins et liés au domaine industriel ? Au fil des discussions, l'idée de développer la culture entrepreneuriale chez les femmes émerge... et le projet un peu fou de créer un fonds qui y serait dédié fait son chemin.

Présent dès les premières années, le Conseil du statut de la femme (CSF) joue un rôle important : rassembler des femmes pour former un conseil d'administration provisoire. Le CSF outille par la suite les membres du C.A. afin de mettre sur pied le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat au féminin (FIEF). En 2009, la représentante régionale du CSF siège toujours au conseil d'administration.

Le FIEF est davantage un organisme qu'un fonds. Ne se contentant pas de prêter de l'argent à des femmes pour leur entreprise, le FIEF leur offre une panoplie d'autres services : accompagnement dans le développement de

Le FIEF a tiré sa force de la volonté des femmes du milieu de se doter d'un organisme voué à l'entrepreneuriat féminin.

leur plan d'affaires ou leur montage financier, conseils et suivi en marketing et en gestion, formation continue. Et si un projet est rejeté par le FIEF,

l'organisme peut aider son instigatrice à l'étoffer et à l'améliorer, pour finalement mener à sa réalisation.

En 1996, les fondatrices et quelques alliées ont prêté chacune 1 000 \$ sans intérêt pour constituer le fonds de départ, totalisant la somme de 12 000 \$. Par la suite, le Regroupement des groupes de femmes de la Côte-Nord a été le premier à investir dans le FIEF, en hypothéquant sa maison à hauteur de 25 000 \$. Le Centre Émersion, dont la mission est de favoriser l'intégration ou la réintégration d'hommes et de femmes sur le marché du travail, a suivi de la même façon et avec le même montant. Le Secrétariat aux affaires régionales a quant à lui octroyé une subvention de 50 000 \$ pour le démarrage. Des collectes de fonds ont aussi été organisées durant ces deux années : à chaque événement ou réunion de femmes, on passait

le chapeau. « C'est de cette façon que le FIEF a pris sa force : à partir d'une volonté des femmes du milieu de se doter d'un organisme voué à l'entrepreneuriat féminin », explique Françoise Richard, responsable régionale du CSF.

Claudie Canuel est l'une des entrepreneures qui ont bénéficié de l'aide du FIEF. Il y a quelques années, elle a eu l'idée de mettre sur pied une culture de canneberges biologique. Elle a eu beau frapper à plusieurs portes, celles-ci restaient closes. Le FIEF a cru en son projet, l'a aidée à le structurer et lui a octroyé un prêt. Aujourd'hui, elle a une entreprise florissante, de beaux champs de canneberges, une bonne production annuelle et... du personnel!

Quant au FIEF, il compte aujourd'hui plus de 600 000 \$ disponibles pour des prêts. Les intérêts engrangés retournent en partie au Fonds pour le faire

Le Fonds compte aujourd'hui plus de 600 000 \$ disponibles pour des prêts.

prosperer. En 2007-2008, six prêts ont été accordés à des femmes voulant démarrer, consolider ou donner de l'expansion à leur entreprise, pour un

montant total de près de 140 000 \$. Ces prêts ont permis de créer 5 emplois et d'en maintenir 15 autres.

Et le FIEF a fait des petits. Il existe 11 fonds semblables au Québec, connus sous le nom d'organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF). Le FIEF se distingue toutefois en ce qu'il appartient entièrement aux Nord-Côtières et qu'il est autonome. Il a été démarré par la base, avec l'appui des femmes du milieu. « Le FIEF, c'est une belle victoire des femmes de la Côte-Nord. Elles sont fières d'elles, elles ont moins peur d'investir, conclut Françoise Richard. C'est un bel exemple de solidarité : quand tout le monde pousse dans le même sens, on peut faire de grandes choses. » ::



Qu'est-ce que ces femmes ont en commun?



Anne Hébert
Prix Athanase-David
1978

Thérèse Gouin Décarie
Prix Léon-Gérin
1988

Phyllis Lambert
Prix Gérard-Morisset
1994

Andrée Lajoie
Prix Léon-Gérin
2003

Francline Décarie
Prix Armand-Frappier
2005

Anik Bissonnette
Prix Denise-Pelletier
2008

**Elles sont
lauréates
des Prix du
Québec.**

Les Prix du Québec récompensent chaque année des personnalités marquantes dans les domaines culturel et scientifique.

Faites en sorte qu'une femme exceptionnelle reçoive la plus haute distinction décernée par le gouvernement québécois.

Proposez une candidature aux Prix du Québec entre le **3 février** et le **9 avril 2009**.

Conditions et critères : www.prixduquebec.gouv.qc.ca

Québec

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE MÈRE ?

En Occident, les femmes ont de plus en plus des enfants par choix. En quoi ce phénomène influence-t-il la construction de notre identité féminine ? La psychologue belge Isabelle Tilmant s'est penchée sur la question dans son livre *Épanouie avec ou sans enfant*.

par Pascale Navarro

• D epuis 15 ans, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas vouloir d'enfant, à ne pas pouvoir en concevoir et à se questionner sur leur désir de maternité. C'est ce que constate la psychologue Isabelle Tilmant, qui reçoit beaucoup de clientes en quête d'elles-mêmes, souvent confuses, voire bouleversées.

Car la petite pilule qui a changé le monde est aussi en train de transformer de fond en comble l'identité féminine : le choix d'avoir des enfants ou pas témoigne d'une liberté inédite dans l'histoire des femmes. « Cela a une influence majeure ! dit Isabelle Tilmant, jointe à son bureau de Bruxelles. On ne réalise pas à quel point il existe encore, même après 40 ans de féminisme, une confusion entre l'identité de femme et celle de mère. Par exemple, si on demande à un enfant de définir une femme, il répondra probablement que c'est une maman puisque sa référence est maternelle. On pourrait résumer son raisonnement ainsi : "Ma maman, c'est une femme. Donc, une femme, c'est une maman !" Cela reste très souvent prégnant dans le regard des adultes, qui ne sont finalement que ces mêmes enfants qui ont grandi... et qui gardent donc le même regard sur la femme-mère. »

Cette confusion est évidemment peu gratifiante pour les femmes qui n'ont pas d'enfant. « Comme si en n'étant pas mères, elles n'étaient pas des femmes à part entière, soulève la psychologue. Mais avoir le choix permet de sortir de cette confusion : décider de ne pas avoir d'enfant ouvre cet espace du féminin qui n'est pas le maternel... »

Désir de quoi ?

Besoin de reconnaissance par la famille et la société, soif de toute-puissance, désir narcissique ou fusionnel, obéissance aux rôles sociaux de sexe, effets de l'inconsent collectif : les raisons de vouloir

un enfant sont multiples. La question paraît toutefois incongrue : voyons, toutes les femmes veulent des enfants ! « Ce n'est pourtant pas le cas, explique Isabelle Tilmant. Mais on continue à vivre avec ce préjugé, et cette idée fausse rend bien des femmes malheureuses, car elles sont convaincues qu'il FAUT avoir des enfants pour être une femme. »

Dans son essai, elle cite la psychanalyste américaine Mardy S. Ireland, auteure de *Reconceiving Women: Separating Motherhood from Female Identity* : « La mère doit découvrir qu'elle est plus que la présence de son enfant ; la femme sans enfant doit découvrir qu'elle est plus que l'absence de son enfant. » Cette formule, Tilmant la creuse et l'analyse à travers de nombreux témoignages. « Chaque être humain est traversé par des angoisses existentielles, dit-elle, et avoir un enfant semble encore être la manière la plus courante d'y répondre. S'occuper d'un enfant au quotidien relève du choix d'être "éducateur benevole". C'est merveilleux pour certains, moins attrayant pour d'autres. L'important est d'être à l'écoute de ses inclinations profondes ». Celles-ci ont plus à voir avec la femme que l'on est « en dehors » de la maternité. « Mais si une femme veut impérativement un enfant, relève la psychologue, c'est qu'elle est animée par d'autres motivations que celle d'être éducatrice au quotidien : le désir d'aimer et de se sentir aimée inconditionnellement, le désir de se prolonger soi-même et de laisser une trace tangible de son passage sur terre. »

Depuis les années 1960, plusieurs féministes ont formulé, décortiqué, voire dénoncé cette idée que la création et la procréation étaient le grand sujet des femmes. C'est le cas de l'écrivaine franco-canadienne Nancy Huston qui débat, dans ses romans et ses essais, de ce lien conflictuel entre le rôle de mère et celui de créatrice. En tant que psychologue, Isabelle Tilmant

pose un regard éclairant sur le sujet. Elle cite l'exemple d'une femme heureuse de sa vie sans maternité, mais dont la propre mère est déçue de ne pas avoir de petits-enfants. Dans le cabinet de la psychologue, la femme a formulé ce qu'elle souhaiterait dire à sa mère : « J'aimerais tellement que tu te réjouisses d'avoir réussi à me donner une vraie liberté de pensée qui m'a permis de faire mes choix. Regarde comme ma vie est passionnante, je n'en voudrais pas d'autre. Je te remercie de m'avoir permis de devenir qui je suis. »

Ce témoignage touchant en dit long sur l'apprentissage de la liberté. « Beaucoup de femmes ont le sentiment que sans enfant, elles doivent apprendre à exister par elles-mêmes, expose Tilmant. En ayant eu un enfant, elles auraient pu le mettre en avant, se retrancher derrière lui et trouver une justification à leur vie en étant mères. » La psychologue avance une explication : « Une femme qui est mère est d'une certaine manière plus sécurisée. Par exemple, lorsqu'elle entre dans un nouvel endroit, elle tient son enfant par la main, le regarde d'un air protecteur, mais c'est aussi lui qui la protège car elle trouve, grâce à lui, une forme de sécurité intérieure. Une femme qui n'a pas d'enfant doit prendre le risque de se montrer, oser prendre sa place. Elle est nue, en quelque sorte, et elle apprend à s'habiller d'elle-même. »

Un problème d'idéal

Même après 40 ans de féminisme, beaucoup de femmes ont encore le sentiment que si elles n'ont pas d'enfant, il leur manquera quelque chose. On peut jouer à l'autruche et faire de ce constat un tabou, ou on peut essayer de comprendre ce paradoxe. « Étant donné la capacité physiologique des femmes à enfanter, cela reste un présupposé qu'elles doivent être mères. C'est toujours cette confusion entre femme et mère qui intervient. Puisqu'elles sont biologiquement programmées pour

Dans son ouvrage, la psychologue Isabelle Tilmant veut avant tout montrer qu'au-delà de la mère, il y a la femme.



enfanter, c'est ce qu'elles sont censées faire pour se réaliser. Cette erreur de logique est renforcée par des discours tels que "Lorsque j'ai accouché, cela a été le plus beau jour de ma vie", "Toi aussi, ton horloge biologique se manifesterà", "Si tu n'as pas d'enfant, tu le regretteras plus tard"... Ce sont des choses que les femmes entendent tout au long de leur vie. »

Car nous idéalisons beaucoup! La maternité, le couple, mais aussi la vie sans enfant... Les mères, avec leur double tâche famille-travail, se retrouvent souvent confrontées à une impasse. « Soit elles ont le sentiment d'avoir été dupées par rapport à tout ce qu'on leur avait fait miroiter et qu'elles ne peuvent réaliser, soit elles ne se sentent pas à la hauteur. Et elles ont l'impression de courir sans cesse. Elles éprouvent alors le désir de s'occuper plus de leurs enfants, mais aussi, paradoxalement, d'avoir plus de temps pour se réaliser personnellement. » Le couple aussi est idéalisé, mais éclate dans plusieurs cas, car la vie ne lui offre pas le temps dont il aurait besoin pour se développer, se souder et se régénérer.

Même si elles ont choisi la maternité, les femmes restent déchirées par rapport à leur rôle, constate Isabelle

Tilmant. « Les mères sont habitées par des états d'esprit divergents. D'un côté, il reste une prégnance sociétale traditionnelle où la femme est encore celle des deux partenaires qui s'occupe le plus du ménage et des enfants, et qui est effectivement confrontée à la double charge familiale et professionnelle. » Le féminisme concourt alors à la revendication du partage des tâches à la maison.

« Mais il existe aussi une part plus irrationnelle. Si la mère est honnête avec elle-même, elle reconnaîtra probablement qu'elle n'a pas envie de renoncer aux prérogatives que lui offre sa maternité. » C'est pourquoi, dans un premier temps, il arrive qu'elle souhaite s'occuper de tout ce qui concerne son enfant. Isabelle Tilmant n'hésite pas : « Elle recherche là une sorte de toute-puissance où elle va se sentir indispensable. La durée de ce bonheur varie d'une femme à l'autre, selon l'équilibre entre ce qu'elle reçoit comme gratification dans ce rôle et ce qu'elle y ressent comme satisfaction. Mais très vite, elle éprouvera une sorte de saturation. » C'est souvent à cette étape que les mères craquent. « Elles demandent alors à leur partenaire de prendre plus de place au sein de la famille. Dès lors, soit une complémentarité har-

monieuse se développe entre les deux parents, soit c'est le début de la spirale des reproches, avec le risque d'aboutir à l'éclatement du couple. C'est pourquoi il est primordial que les couples parlent de ce que représente leur désir d'enfant et de qui fera quoi lorsque l'enfant sera là. »

Car un jour les enfants partent... et notre vie de femme, elle, continue. ■



À LIRE POUR EN SAVOIR PLUS

Isabelle Tilmant, *Épanouie avec ou sans enfant*, Anne Carrière, 2008, 432 p.



Tous les chapeaux nous vont pour atteindre l'égalité



Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux

info@aptsq.com www.aptsq.com

TENTER SA CHANCE DE SURVIE

Chaque année, 300 000 migrants mettent le cap vers l'Afrique du Sud, l'eldorado du continent noir. Des milliers de femmes sont de ce dangereux périple. Vulnérables, elles s'exposent à la faim, à la violence et aux viols. Incursion dans l'univers de survivantes.

| par Lisa-Marie Gervais

La situation est si intenable dans leur pays que plusieurs femmes, avec ou sans enfants, sont prêtes à tout pour le quitter.

Johannesburg. Dans l'escalier qui mène au sous-sol de l'église méthodiste du centre-ville, il faut se faufiler entre les corps. Comme tous les soirs, des centaines de migrants trouvent refuge dans cet endroit inconfortable et surpeuplé pour dormir. Dans l'obscurité quasi totale, des pleurs de nourrissons déchirent un silence troublé de murmures étouffés.

Trois petits coups secs à la porte de la pièce réservée aux dames. De l'autre côté, ça s'agite. « Attendez, on se change ! » La porte s'ouvre enfin sur une salle mal éclairée, pleine à craquer d'enfants surexcités et de femmes. Une odeur de friture et de sueur flotte. Au centre, des femmes cuisinent sur un réchaud, pendant que d'autres font leur toilette pour la nuit.

Pour Elizabeth, une secrétaire zimbabwéenne dans la trentaine, ce petit train-train de migrante a assez duré. « Ça fait neuf mois que je suis ici. J'ai fait une demande d'asile et j'attends une reconnaissance de mes diplômes. En attendant, je dois travailler comme domestique à 60 rands (5 \$) par jour. Je n'ai pas d'argent pour me payer un logement décent, alors je reviens ici chaque soir », dit-elle dans une colère à peine contenue.

La jeune femme, qui tait son nom de famille par crainte de représailles, travaillait à l'Université du Zimbabwe à Harare. Un beau matin, elle a dû plier bagage. On l'avait informée que sa sécurité n'était plus assurée devant les rafles régulières des officiers du régime du dictateur Robert Mugabe, qui persécutait certaines personnes issues du milieu universitaire. Quelques adieux plus tard, elle mettait le cap sur l'eldorado africain.

Des histoires en marche

L'histoire d'Élizabeth ressemble à celle de bien des migrantes d'Afrique du Sud. Chaque année, environ 50 000 étrangers y demandent l'asile. Par avion, par autobus ou à pied, ces réfugiés viennent d'aussi loin que le Congo, la Somalie et l'Éthiopie. Parfois même du Bangladesh et du Pakistan.

Mais ces chiffres officiels du Home Affairs, le ministère de l'Intérieur, ne tiennent pas compte des clandestins qui entrent au pays de Nelson Mandela. Des statistiques de 2006-2007 parlent plutôt de 300 000 immigrants, en majorité des Zimbabwéens. Un groupe composé à moitié, ou presque, de femmes.

« Et elles sont de plus en plus nombreuses », remarque le père Michael Gallagher, coordonnateur aux Jesuit Refugee Services de Johannesburg, un organisme international d'aide aux migrants financé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Jusqu'ici, devant le danger que représentait le périple, la plupart des femmes s'abstenaient de traverser la frontière. « Plus maintenant, affirme le père Gallagher. La situation est si intenable dans leur pays qu'elles sont prêtes à tout pour le quitter. »

Mariées ou pas, avec ou sans enfants, ces émigrantes bravent tous les dangers sur le chemin de l'eldorado, échangeant une vie vouée à l'échec contre une promesse de jours meilleurs. Mais même bardées de diplômes, elles ont moins de chances que les hommes d'occuper des emplois spécialisés et bien payés dans leur terre d'accueil. Être femme et migrante constitue un double handicap. Domestiques, serveuses, elles doivent se contenter de métiers traditionnellement féminins, qui riment avec instabilité, maigres salaires, absence de services sociaux et conditions de travail médiocres.

À chaque femme son histoire. Priscilla vend des chaussettes pour aider à nourrir ses frères et sœurs, restés au Zimbabwe. Maria a laissé un enfant au Mozambique. « Les deux femmes là-bas ne voudront pas parler. L'une d'elles a perdu un enfant à la suite d'une fausse couche en traversant la frontière, et l'autre a été brutalisée et violée par un compagnon de voyage », laisse tomber Élizabeth à demi-mot, en pointant discrètement deux Congolaises au fond de la pièce.

Même bardées de diplômes, les réfugiées ont moins de chances que les hommes d'occuper des emplois spécialisés et bien payés. Être femme et migrante constitue un double handicap.

Où qu'elles soient au pays, les femmes ne sont jamais à l'abri des violences sexuelles. Lors d'une étude menée en Afrique du Sud en 2003 par le Fonds des Nations Unies pour la population, environ 15 % des femmes ont déclaré avoir été violées ou connaître une femme qui l'avait été. Cette violence, qui les expose à une infection au VIH, les rend particulièrement vulnérables. La plupart craignent trop de perdre leur emploi pour dénoncer le crime.

« C'est dur pour les femmes. Si elles ne sont pas vendeuses de rue ou domestiques, l'un de leurs seuls moyens de survivre est la prostitution », note le père Gallagher. Il poursuit, l'air sombre : « Elles connaissent les risques liés au VIH, elles ne sont pas stupides. Elles se disent : "Je mourrai peut-être

du sida d'ici 10 ans, mais je mourrai de faim en moins de cinq mois si je ne gagne pas d'argent." »

Le prix à payer

La Constitution de l'Afrique du Sud est un exemple en matière de protection des droits des réfugiés, un modèle à suivre pour tout le continent. On y a d'ailleurs imité le Canada, premier pays à définir les femmes comme un « groupe social particulier », au sens où l'entend la convention de Genève de 1951. Et dans le domaine de la santé, le deuxième chapitre de la Constitution sud-africaine garantit à tout être humain l'accès aux soins d'urgence.

Malheureusement, la réalité sur le terrain diffère. « Le personnel des hôpitaux ne connaît pas bien ces lois. Il refuse de traiter les immigrants sans papiers, et même ceux qui ont des permis de séjour provisoires », soutient Tara Polzer, coordonnatrice du programme d'étude des migrations forcées de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg. « Pour les traitements qui n'entrent pas dans les soins de base, les migrants doivent souvent payer beaucoup plus cher que les Sud-Africains. »

« Une Malawienne m'a raconté qu'on lui avait demandé 30 000 rands (2 500 \$) pour l'admettre à l'hôpital. Imaginez ce que ça représente pour une femme enceinte des suites d'un viol. Au mieux, elle sera prise en charge par un programme prénatal. Mais que fait-on de son traumatisme ? » déplore le père Gallagher.

De concert avec le ministère de l'Intérieur, le HCR tente de modifier les perceptions. Dans ce processus, l'organisme canadien Southern African Migration Project (SAMP) joue un rôle clé. En Afrique du Sud et dans les pays limitrophes, il organise avec ses partenaires des débats, des discussions

et des forums. L'information qu'on y échange doit directement servir aux autorités pour qu'elles modifient leurs politiques.

« Notre but est de faire le lien entre notre recherche, l'information collectée et les preneurs de décisions », explique Jonathan Crush, professeur à l'Université Queens, en Ontario, et directeur du centre de recherche qui chapeaute le SAMP. « Nous offrons un genre de service-conseil pour le gouvernement. » M. Crush a contribué à éveiller les dirigeants à la montée de la xénophobie en Afrique du Sud. « En agissant directement sur les politiques gouvernementales, on veut changer les choses de façon pérenne », soutient-il.

Mères Courage

Dans la pénombre de l'église méthodiste, Yeukai, une mère zimbabwéenne de 30 ans, le regard effarouché, berce un poupon qui s'accroche à sa poitrine. La petite fille de 4 mois, visiblement

mal nourrie, a l'air d'avoir 3 semaines. « Elle s'appelle Thea », dit fièrement sa mère.

Yeukai a foulé le sol de l'Afrique du Sud alors qu'elle était enceinte de trois mois. « Je pensais que c'était mieux ici. Mais à l'hôpital, on m'a crié des insultes racistes », se souvient-elle. Souffrant de malnutrition, elle n'a pas pu allaiter. « Je me suis promenée de clinique en clinique. J'ai finalement obtenu du lait maternisé pour ma fille, mais jamais rien pour moi. Au bout de deux semaines, j'ai dû faire garder Thea et retourner vendre des bijoux dans la rue. »

L'évêque Paul Verryn, à la tête de l'église méthodiste du centre-ville, fait tout ce qu'il peut pour rendre l'endroit accueillant et plus « vivable ». « Mais l'église est surpeuplée et la tension est à son comble. Des hommes indisciplinés abusifs et violents, il y en a partout, croit-il. Pouvez-vous imaginer un instant ce que vivent ces femmes ? Elles sont traumatisées, exténuées,

et doivent travailler et s'occuper de leurs enfants. Privées d'intimité, elles n'ont pas d'espace pour se reposer ou se laver, elles ne peuvent pas fermer la porte et pleurer un bon coup, toutes seules dans leur coin. »

N'empêche, après une dure journée de travail, se retrouver entre femmes, dans ce refuge, constitue un véritable baume. « C'est comme une famille. On se sent moins seules parce qu'on s'entraide, on cuisine ensemble. Les arrivantes donnent des nouvelles de leur pays aux autres. On écoute leurs histoires, comment elles ont dû se cacher, combien d'hommes elles ont vu passer. S'il y avait un psychologue en permanence ici, il serait épuisé ! » plaisante une Élisabeth qui a trouvé, quelque part en elle, la force d'esquisser un sourire et d'espérer.

Ce reportage a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

A la nuit tombée, des centaines d'Africains se réfugient au sous-sol de l'église méthodiste du centre-ville de Johannesburg. Chaque soir, plusieurs d'entre eux attendent une consultation privée avec l'évêque Paul Verryn.

Sur la route de la liberté

Au milieu du 19^e siècle, Harriet Tubman a bravé le destin en abandonnant son statut d'esclave.

Faits saillants de la vie d'une Noire qui rêvait d'autre chose pour elle et les siens, le long de l'Underground Railroad.

| par Sophie Doucet

• Pour bien comprendre l'émotion des Afro-Américains
• le soir de la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle, il faut se rappeler qu'il y a tout juste 150 ans, les Noirs des États-Unis étaient considérés comme du cheptel humain. Parmi eux, une femme a refusé avec véhémence ce statut : non seulement elle a fui la plantation de ses maîtres, mais elle a organisé l'évasion de dizaines d'autres esclaves.

Aujourd'hui une héroïne de la liberté pour tous les écoliers américains, Harriet Tubman est née esclave, de parents esclaves, quelque part entre 1820 et 1825 (les esclaves n'avaient pas d'acte de naissance). Sa famille « appartenait » à de riches planteurs du Maryland, les Brodess. Sa mère, Rit, était cuisinière, et son père, Ben, un habile charpentier. Le couple a eu environ huit enfants, mais trois des sœurs de Harriet ont été vendues à d'autres propriétaires, une pratique déchirante pour les esclaves mais qui était monnaie courante. La famille ne les a jamais revues.

Quelque temps après cette vente traumatisante, un acheteur a voulu acquérir un des frères de Harriet. Cette fois, leur mère s'est braquée comme une lionne. Elle a caché son fils pendant un mois, puis a menacé son maître et l'acheteur potentiel de leur fendre le crâne s'ils osaient toucher à un autre de ses enfants. La transaction n'a pas eu lieu. Cette résistance farouche de sa mère est demeurée pour Harriet Tubman une inspiration tout au long de sa vie, selon ses biographes.

L'enfance de Harriet a été marquée par de nombreux traumatismes physiques et psychologiques. Utilisée, à l'âge de 5 ou 6 ans, comme « nounou » auprès d'un bébé de la famille des maîtres, elle

A plus de 80 ans, Harriet Tubman est morte libre. Une liberté acquise au prix d'efforts héroïques et de traumatismes sévères.



était fouettée aussitôt que le petit pleurait. Lorsqu'elle a été accusée d'avoir volé un morceau de sucre, la fillette avait si peur d'être battue qu'elle s'est cachée dans l'enclos des cochons pendant cinq jours. Quand elle est rentrée, affamée, une terrible raclée l'attendait. Plus vieille, elle a appris à draper son corps dans plusieurs couches de vêtements pour se protéger des coups.

Double impact

Un jour, alors que Harriet était adolescente, on l'a envoyée faire des emplettes dans un magasin. En y entrant, elle a croisé un esclave d'une autre famille qui tentait d'échapper à l'emprise de son maître. Ce dernier a interpellé Harriet pour qu'elle retienne l'esclave dans sa fuite. Elle a refusé. Il a alors lancé un poids de deux livres en direction du fugitif pour le freiner dans sa course; Harriet l'a reçu en pleine tête. Lorsqu'elle est revenue à la plantation, dégoulinante de sang et souffrante, son maître l'a renvoyée au champ sans même la soigner.

À la suite de ce choc, Harriet Tubman n'a plus jamais été la même. La blessure, profonde, lui a valu des maux de tête, des évanouissements, des absences et des «endormissements spontanés» pour le reste de sa vie. Et lui a imprimé au cœur une révolte insondable. Très croyante, Harriet s'est mise à avoir des visions et à faire des rêves étranges qu'elle prenait pour des messages divins. Des rêves qui l'incitaient à se révolter contre sa condition d'esclave et à sauver les gens de sa race.

Une nuit de 1849, Harriet Tubman, fin vingtaine, a pris la fuite. Elle est partie seule, se promettant de revenir chercher sa famille – un engagement qu'elle n'allait pas tarder à tenir. Son plan : traverser la ligne Mason-Dixon, qui séparait le Maryland de la Pennsylvanie. Au nord de cette frontière, les esclaves noirs n'étaient plus

soumis aux règles qui régissaient leur vie dans le royaume sudiste des planteurs.

Dans sa fuite, Harriet a emprunté, essentiellement à pied, une route aujourd'hui connue comme The Underground Railroad («le chemin de fer parallèle»). Cette route clandestine comportait des relais sûrs pour les fugitifs : des foyers d'anti-esclavagistes où l'on pouvait prendre un repas chaud et dormir avant de repartir, toujours de nuit. Sur l'Underground Railroad, on risquait à tout moment de croiser des «chasseurs d'esclaves», qui pourchassaient les fuyards afin d'obtenir les récompenses promises par les propriétaires. Il fallait ravalier sa peur et suivre l'étoile du Nord.

Pendant 11 ans, Harriet Tubman est retournée au moins 13 fois dans le Sud au péril de sa vie, pour conduire des convois d'esclaves évadés.

Quand elle a atteint Philadelphie, après avoir franchi une distance de 150 km, Harriet a ressenti un bonheur intense, tellement qu'elle a eu l'impression d'arriver au paradis. Mais très vite, elle s'est aperçue que les tensions raciales étaient là aussi importantes. Son inquiétude a grandi lorsque le Congrès a entériné la Loi sur les esclaves fugitifs en 1850, qui renforçait les peines à leur encontre, même dans les États non esclavagistes. Pour être pleinement libre, il fallait désormais se rendre jusqu'au Canada, où l'esclavage était interdit depuis 1833. Harriet s'est dès lors donné une mission : briser les chaînes du plus grand nombre

d'esclaves possible en devenant guide sur l'Underground Railroad.

Pendant 11 ans, elle est retournée au moins 13 fois dans le Sud au péril de sa vie, pour conduire des convois d'esclaves évadés à travers le Maryland, le Delaware, la Pennsylvanie et l'État de New York jusqu'en Ontario, par le lac Érié. Armée, parfois déguisée en mendicante, elle opérait surtout l'hiver, alors que les routes étaient désertes et noires. La petite femme est devenue un personnage mythique : on la surnommait Moïse, car elle guidait, comme le prophète, son peuple vers la liberté. Elle a mené au moins 70 esclaves au Canada et dans le nord des États-Unis, sans en perdre un seul et sans se faire attraper, en plus de prodiguer des conseils à des dizaines d'autres.

Pendant la période bouillonnante qui a précédé la guerre de Sécession américaine, l'ancienne esclave a été introduite auprès de plusieurs personnalités abolitionnistes du Nord. Quand la guerre a éclaté en 1861, elle a travaillé à leurs côtés comme infirmière, espionne, puis conseillère. Plus tard, elle a milité avec acharnement pour le droit de vote des femmes. Elle a aussi fondé une maison de retraite pour les personnes âgées de couleur dans l'État de New York.

Harriet Tubman, qui s'était mariée en 1869 à un vétéran de la guerre de Sécession de 22 ans son cadet, avec qui elle avait adopté une fillette, est morte en 1913, à plus de 80 ans, pauvre, malade, mais entourée de sa famille et... libre. Lorsque, près d'un siècle plus tard, les États-Unis d'Amérique ont élu leur premier président noir, elle ne s'est sûrement pas retournée dans sa tombe. Peut-être a-t-elle simplement souri... ☺

Information supplémentaire et simulation de périple sur l'Underground Railroad : www.nationalgeographic.com/railroad

MON MIROIR, MA SŒUR

Dans les contes, les sœurs s'entredéchirent souvent. Dans la vie aussi. Mais une sœur peut également être notre meilleure alliée, la seule vers qui se tourner quand ça va vraiment mal. Sans compter qu'elle participe à la construction de notre féminité. Psychologue clinicienne française et coauteure de l'essai *Entre sœurs. Une question de féminité*, Maryse Vaillant nous parle des relations sororales, singulières et complexes.

| par Anne-Christine Schnyder



EXTRAIT

« [...] la sœur est le prototype de ce qui se partage entre femmes, dans la famille, dans la culture, dans l'histoire, une sorte d'extension de la notion de féminité. »



Selon Maryse Vaillant, les disputes entre sœurs sont structurantes, car elles nous apprennent à nous battre en femme, à nous exprimer.

Gazette des femmes : Vous dites que les relations entre sœurs forment la féminité. Que la sœur est le miroir féminin, une référence à copier ou à dépasser, un alter ego, mais aussi l'étalon qui sert à savoir qui l'on est.

Maryse Vaillant : Oui, ce qui s'apprend entre sœurs, c'est la palette très large de ce qu'est une femme, donc la féminité. On a toujours l'impression que la féminité, c'est l'art de savoir se mettre du rouge à lèvres, de séduire les hommes. Or, c'est bien plus que ça : c'est la force, le courage, l'empathie, la sensibilité. Quand on a des sœurs, on se chamaille pour avoir sa place. Ces disputes sont structurantes. On apprend la rivalité pour gagner l'amour de la mère ou pour séduire le père. On apprend à se battre en femme, à trouver les mots, à exprimer nos sentiments. Cela fait partie de la spécificité féminine : on sait mieux dire les choses que les hommes. On apprend donc à développer une conscience de soi, une identité.

Si une fille n'a que des frères, peut-elle apprendre cette féminité par opposition plutôt qu'en miroir ?

Non. Tout comme la fille unique, je pense qu'elle ira plutôt l'apprendre avec

ses copines. Elle aura une meilleure amie, avec qui elle développera tout ce qui ne peut se jouer avec des frères, car ce ne sont pas les hommes qui nous apprennent à exprimer nos émotions.

Est-ce qu'une sœur permet davantage de créer sa féminité que la mère ?

Une sœur peut nous permettre d'être autrement femme que la mère, d'élargir la palette de la féminité. La sœur est plus accessible sur le plan des sentiments; on peut davantage se mettre en colère contre elle, par exemple. Il y a des tas de sentiments qu'on n'ose pas avoir vis-à-vis de la mère, de choses qu'on ne fait pas avec elle.

On ne peut donc pas tester toute notre palette de féminité avec la mère ?

Exactement. Une mère qui tient son rôle de mère donne un exemple, mais elle ne se met pas à la place de sa fille.

Relativement à la rivalité et à la phase oedipienne, que se passe-t-il lorsque le père est absent ?

Sortir de l'œdipe, ça veut dire sortir de cette idée que l'on devient une femme en séduisant son père. Ainsi, l'idéal, c'est que le père soit encore là pour que sa fille puisse le quitter, ou qu'elle le voie suffisamment souvent pour qu'elle puisse tomber amoureuse de lui, mais pas au point d'en venir à s'imaginer pouvoir remplacer sa mère. S'il n'est pas là, mais qu'il y a suffisamment de vie autour de la mère, la petite fille pourra quand même sortir de l'œdipe, devenir une femme plutôt que de rester enfermée dans ses histoires d'enfance. ::

Sophie Carquain et Maryse Vaillant, *Entre sœurs. Une question de féminité*, Albin Michel, 2008, 288 p.

Couper le cordon



« Cela prend beaucoup de temps de se séparer de sa mère, cela prend une vie. » Le lien qui unit la créatrice de mode Sonia Rykiel et sa fille, Nathalie, qu'Éliette Abecassis a choisies comme héroïnes de son roman, est tellement intense qu'elles ne semblent pouvoir exister l'une sans l'autre. Avec – en fil rouge – les thèmes de la mode et de l'apprentissage de la féminité, l'auteure se sert de leur relation particulière et excessive comme prétexte pour parler de la filiation, de la maternité, de la transmission, de l'admiration. De l'émancipation également. Se demandant si elle est l'œuvre ratée de sa mère ou sa plus belle création, Nathalie semble trouver particulièrement difficile de faire sa place, sa « mère-veille » en prenant tellement.

Éliette Abecassis, *Mère et fille, un roman*, Albin Michel, 2008, 180 p.

La violence expliquée aux parents



Si les relations parents-enfants sont parfois difficiles, celles entre enfants peuvent l'être tout autant. Une chicane anodine peut s'avérer l'amorce d'un harcèlement ou de violences plus graves. Que faire alors ? Comment intervenir ? Et comment distinguer la violence de la colère ou de l'agressivité, ce qui est normal de ce qui ne l'est pas ? C'est à ces interrogations que Diane Prud'homme, spécialiste de la question de la violence, répond à force d'exemples concrets et d'éléments clés à retenir. Véritable guide sur la violence, outil pratico-pratique,

son ouvrage des plus instructifs s'adresse à tous les parents, que leur enfant soit agresseur, victime ou témoin de comportements problématiques.

Diane Prud'homme, *Violence entre enfants. Casse-tête pour les parents*, Les Éditions du remue-ménage, 2008, 224 p.

Au-delà du handicap



Écrit à quatre mains, en miroir, par une jeune femme qui souffre d'infirmité motrice cérébrale depuis sa naissance et par sa mère, ce récit témoigne des manières de vivre un handicap de l'intérieur et de l'extérieur, mais aussi d'une relation mère-fille fort complexe. Se sentant coupable d'avoir donné une vie tronquée à son enfant, la mère, avocate spécialisée dans la défense des victimes de la route, n'accepte pas le handicap de sa fille, tandis que celle-ci, déterminée, lutte contre la discrimination, le mépris, et tente de mener une vie aussi normale que possible. Rêvant de devenir avocate, elle essaie même de suivre les traces de sa mère. Autre sujet d'incompréhension entre les deux, autre motif à creuser davantage encore le fossé qui les sépare.

Jehanne Collard et Eva Paul, *La Peine de naître ?*, Flammarion, 2008, 186 p.



© Alliance Films inc.

LA GAZETTE DES FEMMES AUTOPSIE D'UN DRAME

C'est tout en respect et en retenue que le réalisateur Denis Villeneuve a plongé au cœur d'un douloureux épisode de l'histoire québécoise. Réflexions sur son film *Polytechnique* et sur l'horrible drame que personne n'a oublié.

Propos recueillis par Helen Faradji

6 décembre 1989. Un homme arme, entre dans l'École polytechnique, à Montréal. Dans un accès de rage sanguinaire, Marc Lépine abat 14 étudiantes et en blesse autant, avant de s'enlever la vie. La tuerie ouvre une plaie béante dans l'inconscient collectif, qui laissera de profondes cicatrices. Vingt ans plus tard, Denis Villeneuve revient sur le drame dans l'intense *Polytechnique*, qui nous fait revivre en noir et blanc cette journée brutale à travers les yeux de Valérie (Karine Vanasse) et Jean-François (Sébastien Huberdeau). La *Gazette des femmes* s'est entretenue avec le cinéaste au sujet de ce film événement, en salle depuis le 6 février.

Gazette des femmes : *Quels souvenirs gardez-vous du drame de Polytechnique ?*

Denis Villeneuve : J'avais 20 ans à l'époque, j'étais étudiant. Je comprenais mal ce qui se passait, j'avais de la

difficulté à m'expliquer la source de cette haine-là. Mon principal souvenir, c'est d'avoir eu à consoler mon amie pendant des jours et des jours durant. Je réalise aussi que j'avais beaucoup pris soin de sa peine à elle, mais pas de la mienne. Quand on m'a offert de faire ce film-là, j'y ai vu la possibilité de revisiter cette douleur que je ne m'étais pas vraiment permis de vivre sur le coup.


Le film est basé sur les récits des survivantes et des témoins du drame. Comment les avez-vous recueillis ?

Je me suis associé à un autre scénariste, Jacques Davidis, et à Johanne Bougaud, une chercheuse qui avait travaillé sur un documentaire sur le drame [ndlr : *Legacy of Pain* de Francine Pelletier, en 2000]. Elle avait déjà rencontré les survivantes et nous a été d'une aide précieuse pour reconstituer le parcours du tueur et le cours des événements le plus précisément possible.

Nous avons ensuite rencontré des survivantes et des témoins. Dès le départ, notre mot d'ordre a été très simple : ne jamais insister. Petit à petit, ils nous ont fait confiance avec une générosité immense. Leurs récits étaient poignants et motivés par un réel désir de partager, de rendre compte de ce qu'ils avaient vécu. Ce souci d'authenticité était très important pour nous. Souvent, ils parlaient de cette journée pour la première fois; ces rencontres ont donc été très émouvantes. Humainement, ça a été une expérience impressionnante.

Le film occulte les répercussions sociales et politiques du drame. C'était pour vous une façon de dépassionner le débat ?

L'après *Polytechnique* était déjà suffisamment documenté. Tout le monde sait ce qui en a découlé, c'est très facile à retracer. Honnêtement, même si je pense qu'il y a plusieurs films à faire



C'est tout en respect et en retenue que le réalisateur Denis Villeneuve a plongé au cœur d'un douloureux épisode de l'histoire québécoise. Reflexions sur son film *Polytechnique* et sur l'horrible drame que personne n'a oublié.

Propos recueillis par Helen Faradji

● ● décembre 1989. Un homme armé entre dans l'École
6 ● polytechnique, à Montréal. Dans un accès de rage sanguinaire, Marc Lépine abat 14 étudiantes et en blesse autant, avant de s'enlever la vie. La tuerie ouvre une plaie béante dans l'inconscient collectif, qui laissera de profondes cicatrices. Vingt ans plus tard, Denis Villeneuve revient sur le drame dans l'intense *Polytechnique*, qui nous fait revivre en noir et blanc cette journée brutale à travers les yeux de Valérie (Karine Vanasse) et Jean-François (Sébastien Huberdeau). La *Gazette des femmes* s'est entretenue avec le cinéaste au sujet de ce film-événement, en salle depuis le 6 février.

Gazette des femmes : *Quels souvenirs gardez-vous du drame de Polytechnique ?*

Denis Villeneuve : J'avais 20 ans à l'époque, j'étais étudiant. Je comprenais mal ce qui se passait, j'avais de la

difficulté à m'expliquer la source de cette haine-là. Mon principal souvenir, c'est d'avoir eu à consoler mon amoureuse des jours et des jours durant. Je réalise aussi que j'avais beaucoup pris soin de sa peine à elle, mais pas de la mienne. Quand on m'a offert de faire ce film-là, j'y ai vu la possibilité de revisiter cette douleur que je ne m'étais pas vraiment permis de vivre sur le coup.

Le film est basé sur les récits des survivantes et des témoins du drame. Comment les avez-vous recueillis ?

Je me suis associé à un autre scénariste, Jacques Davidts, et à Johanne Bougaud, une chercheuse qui avait travaillé sur un documentaire sur le drame [ndlr : *Legacy of Pain* de Francine Pelletier, en 2000]. Elle avait déjà rencontré les survivantes et nous a été d'une aide précieuse pour reconstituer le parcours du tueur et le cours des événements le plus précisément possible.

Nous avons ensuite rencontré des survivantes et des témoins. Dès le départ, notre mot d'ordre a été très simple : ne jamais insister. Petit à petit, ils nous ont fait confiance avec une générosité immense. Leurs récits étaient poignants et motivés par un réel désir de partager, de rendre compte de ce qu'ils avaient vécu. Ce souci d'authenticité était très important pour nous. Souvent, ils parlaient de cette journée pour la première fois; ces rencontres ont donc été très émouvantes. Humainement, ça a été une expérience impressionnante.

Le film occulte les répercussions sociales et politiques du drame. C'était pour vous une façon de dépassionner le débat ?

L'après-Polytechnique était déjà suffisamment documenté. Tout le monde sait ce qui en a découlé, c'est très facile à retracer. Honnêtement, même si je pense qu'il y a plusieurs films à faire

sur le sujet, notamment un sur l'évolution du féminisme, je crois qu'il fallait commencer par celui-là. À mes yeux, aller au cœur de la blessure, revisiter la source du mal, c'est le premier pas à faire pour guérir. Certains se sont demandé s'il n'était pas trop tôt pour faire ce film. Je ne crois pas. Un film avec un tel ancrage social risque de provoquer des débats, des discussions, ce qui est très sain. La réflexion que la société a à mener sur ce qui s'est passé est loin d'être finie.

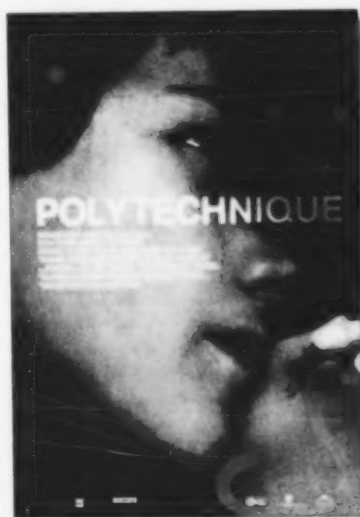
Comment vous expliquez-vous ce qui s'est passé ce jour-là ?

Pierre Bourgault a déjà dit qu'à un moment donné, le discours féministe est devenu un monologue auquel les hommes ont répondu par un autre monologue. De cette absence de dialogue est née une tension. *Polytechnique* est un film douloureusement québécois, dans le sens où il n'aurait pas pu être fait ailleurs. Ici, les rapports entre les hommes et les femmes n'ont cessé d'évoluer de façon très constructive, mais aussi très rapide. Et je crois que ce partage du pouvoir a pu créer de la colère et de la peur chez les hommes. Malgré toutes les bonnes intentions, on ne peut nier l'existence de cette tension. Bien avant 1989, Jacques Languirand m'avait avoué qu'il était sûr qu'un jour, il y aurait un maillon faible, un fou qui allait récupérer cette tension et en faire quelque chose d'horrible. Ça a été Marc Lépine.

Même si Marc Lépine était une exception, le film montre tout de même bien la misogynie de l'époque.

Si ça avait été possible, j'aurais aimé la montrer encore plus. Mais le problème avec ce film, c'est que la charge de violence est tellement forte qu'il fallait aussi montrer son caractère exceptionnel. Une phrase très dangereuse a été dite après le drame : « En chaque homme sommeille un Marc Lépine. »

Les hommes peuvent avoir eu peur des femmes, je l'ai dit, mais c'est absurde de penser qu'ils ressentaient cette haine-là. C'est comme de dire « tous les Allemands sont des nazis ». Je voulais néanmoins montrer ce que les femmes vivaient à cette époque, les préjugés qu'elles devaient combattre. Ça fait partie d'une réflexion sur



« Je ne voulais pas faire un film trop sensationnaliste, qui glorifie la violence sans en occulter la dureté. »

Denis Villeneuve

un sujet qui m'intéresse beaucoup : l'aliénation. Longtemps, la femme s'est vue dans un rôle de subordonnée dont il est difficile de se défaire. Lors des entrevues, plusieurs filles m'ont raconté que lorsqu'elles étudiaient au cégep, même avec des notes de 98 %, elles n'étaient pas sûres de pouvoir entrer à Polytechnique. Alors qu'un

gars, même avec 65 %, ne se posait pas du tout la question.

Une phrase m'a toujours frappé : « La femme est Autre, à savoir qu'elle est en dehors du monde : le monde appartient aux hommes et la femme débarque là-dedans en étant invitée, sans en faire réellement partie. » Quand j'ai compris ça, ça m'a bouleversé. Bien sûr, les choses changent, mais le processus va être très long avant d'arriver à un vrai partage du pouvoir. Il reste de nombreux réflexes de domination ; le rapport de la femme à la politique, par exemple, est empreint de ça.

Quels étaient les écueils que vous vouliez éviter avec ce film ?

Polytechnique est une commande qui comportait une condition à laquelle j'adhérais complètement : ne pas faire un portrait du tueur. Même avec un film très long, on ne pourrait parvenir à expliquer pourquoi il a fait ce qu'il a fait, ni pourquoi d'autres le font. Ce serait simpliste et dangereux. D'autre part, je ne voulais pas faire un film trop sensationnaliste, qui glorifie la violence sans en occulter la dureté. Ça a été très difficile à tourner. Stimulant aussi, mais chaque cadrage a été pensé en fonction de sa charge morale et politique. C'était la seule façon de ne pas trahir ceux et celles qui ont témoigné pour nous.

Malgré le fait que Polytechnique soit très différent de vos films précédents, Un 32 août sur terre et Maelstrom, on y retrouve un thème récurrent : la condition féminine.

Absolument. D'ailleurs, mon prochain film, *Incendies*, adapté de la pièce de Wajdi Mouawad, portera sur la condition des femmes au Moyen-Orient. La question de la condition féminine est un territoire extrêmement riche à explorer pour un cinéaste : tout évolue constamment, c'est très inspirant. ::

Dîner en ville

| par Marie-Jeanne Fragu



III Louise Catherine Berggren

● C e soir, on sort ! J'ai invité mon amie d'enfance et son mari à dîner. Une soirée en remerciement de leur présence attentive à mon retour en France après 24 ans de vie au Québec. Mes amis ? Ce sont de vrais bourgeois, avec tout le décorum qui sied à leur rang... Alors, avec mon mari, on se la joue ! On se pomponne. On se tire à quatre épingles. La classe !

Direction : le restaurant.

PREMIER ROUND. Le serveur, pète-sec pur sang, apporte la carte. Je sors mes lunettes avec grâce. Je fronce les sourcils, toujours avec élégance : où sont les prix ? Un coup d'œil vers mon voisin m'éclaire : lui les a ! La moultarde - mieux, le wasabi - me monte au nez :

- Mais c'est quoi ce truc ? Pourquoi j'ai pas les prix ?

Mon amie prend un air conciliant et esquisse le sourire apaisant qu'on destinerait à une demeurée pour me dire :

- Mais enfin, ma cocotte, c'est normal quand on est une femme de ne pas voir les prix.

- Oui, mais là, c'est MOI qui invite !

Mielleuse, elle en rajoute une couche :

- Moi, j'aime bien ne pas savoir combien ça coûte quand on m'invite.

On tourne en rond...

- Mais quelle mentalité ! On travaille ! Pourquoi on ne pourrait pas inviter nos amis et faire plaisir ? Juste parce qu'on est une femme ? Alors, on fait quoi ? Je laisse monsieur payer, puis je le rembourse en catimini pour sauver les apparences ?...

Pourquoi on ne pourrait pas inviter nos amis et faire plaisir ? Juste parce qu'on est une femme ?

Je suis sceptique. Pire, je ne la reconnais pas. On a eu la même éducation, les mêmes valeurs. On est pareilles, plus que des sœurs. Trente-six ans qu'on se connaît. Aujourd'hui si différentes ! Je tente un rappel de toutes les batailles que nous, les femmes, avons gagnées. En vain. Plus je parle, plus j'ai le sentiment d'une cause perdue. Finalement, mon amie m'intime un : « Voyons ma chérie, calme-toi, tu es ridicule ! » avec le regard noir qui précède habituellement nos prises de bec.

Pendant cet échange « hormonal », nos hommes ont le bon goût de ne pas s'en mêler et papotent du vide comme si de rien n'était.

DEUXIÈME ROUND. Le serveur - sosie de Mister Bean malgré ses grands airs - revient avec la carte des vins. Obéissant à un regard entendu du mari de ma copine, il me la tend avec

courtoisie. Encore un code mystérieux qui m'énervait, comme si d'un signe, on me concédait un caprice ou un joujou. La vue brouillée par l'exaspération, j'étudie la carte d'un air qu'on pourrait qualifier de baveux. Prenant mon silence pour de l'hésitation ou, pire, de l'ignorance, il pense m'aider et lance :

- Que cherchez-vous dans un vin, madame ?

- L'ivresse, monsieur !

C'est parti tout seul ! Je savoure ma boutade avec un sourire niais. Mon mari réprime son envie de rire, mon amie me regarde d'un air réprobateur, pendant que son mari, grand prince, rattrape le coup, faisant au vol étalage de ses connaissances œnologiques. Pas de doute, on broute pas dans les mêmes pâturages !

Au terme du repas, l'addition prend donc naturellement la direction de son assiette. **INDESCRITIBLE**, ma jubilation quand il interrompt le geste du serveur, me désignant d'un discret signe de tête comme étant **CELLE** qui régale. **INCROYABLE**, l'ivresse de me faire soulager de quelques - nombreux - bidous. **COLOSSALE**, la force déployée sur le stylo qui étale **MON** nom en lettres capitales sur le bordereau de **MA** carte de crédit !

K.-O.


Souriante, j'entends pour moi seule le tintement des coupes de champagne qui trinquent à tous les 8 mars, passés et à venir ! ::

Édition spéciale illustrée
La **CONSTANTE** progression des femmes



www.csf.gouv.qc.ca

Conseil du statut
de la femme

Québec 

**L'ÉQUITÉ
SALARIALE**

**Un levier économique
pour les femmes !**

Avec la Loi sur l'équité salariale, les travailleuses du Québec disposent d'un outil supplémentaire pour faire reconnaître la juste valeur de leur travail et leur apport à l'économie québécoise.

L'atteinte de l'équité salariale contribue à une plus grande autonomie financière des femmes.

Pour faire reconnaître leur droit à l'équité salariale, la Commission de l'équité salariale offre de l'information et du soutien aux travailleuses.

Communiquez avec nous... en toute confidentialité.

Commission
de l'équité salariale
Québec 

1 888 528-0765
www.ces.gouv.qc.ca



Tous séropositifs. Tous différents.



Le contenu sous licence est exclusivement utilisé à des fins d'illustration. Toute personne représentée dans le contenu sous licence est un modèle.

Abbott se consacre à l'avancement du traitement de l'infection par le VIH à l'échelle mondiale par la recherche, l'innovation et les programmes d'accès aux médicaments.

*Abbott virologie

Abbott
Virology^{*}